

BMS : Des averses de pluie sur plusieurs wilayas de l'Ouest du pays

Des averses de pluie parfois orageuses affectent depuis hier et aujourd'hui plusieurs wilayas de l'Ouest du pays, indique l'Office national de météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

P.2

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Vendredi 19 - Samedi 20 avril 2019 - 14-15 Chaâbane 1440 - N° 2194 - 6^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Horaires des prières

Fajr : 04h26 Dohr : 12h47
Asr : 16h30 Maghreb : 19h31 Isha : 20h57

MÉTÉO



Alger	: 18°	13°
Oran	: 20°	09°
Annaba	: 31°	18°
Béjaïa	: 19°	13°
Tamanrasset	: 37°	22°

www.dknews-dz.com

ALGÉRIE-LIBYE

M. Bensalah reçoit le Vice-président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'Union nationale de Libye

P.24



SITUATION POLITIQUE DU PAYS :

Le chef de l'Etat reçoit des personnalités nationales

P.24



POUR LE NEUVIÈME VENDREDI CONSÉCUTIF

Imposantes marches revendiquant le départ des symboles du système

Les marches populaires imposantes, revendiquant un « changement radical » et le départ de « tous les symboles du système », se sont poursuivies à Alger et dans les autres wilayas du pays, pour le neuvième vendredi consécutif, ont constaté des journalistes de l'APS. A Alger, dès les premières lueurs du jour, les premiers groupes de manifestants ont commencé à affluer vers l'esplanade de la Grande poste et la Place Maurice Audin, lieux privilégiés de regroupement des manifestants depuis les premières marches du 22 février dernier, après avoir sillonné les principales artères de la capitale, dans un climat serein et pacifique. Pour ce vendredi, le tunnel de la faculté, ayant connu la semaine passée des incidents entre manifestants et forces de l'ordre, a été fermé dans les deux sens, par mesure sécuritaire conservatoire.

P.3



LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT, M.HASSANE RABEHI :

«La conjoncture sensible que vit le pays requiert le professionnalisme et le respect de la déontologie»

P.4

ARMÉE

Gaïd Salah : «Les tentatives ciblant la stabilité de l'Algérie ont échoué et vont encore échouer»

P.5



SANTÉ

STRESS

Hommes et femmes ne réagissent pas de la même manière

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 2 (28E JOURNÉE):
US Biskra-RC Relizane et RC Kouba-ASM Oran pour rester en vie

Le choc US Biskra-RC Relizane pour l'accession et le duel des mal-classés RC Kouba-ASM Oran pour le maintien seront en tête d'affiche de la 28e journée de Ligue 2 de football, prévue samedi (16h00) et dont le classement a été chamboulé en tête après les sanctions infligées au NC Magra.

P. 22

ÉTÉ 2019 :

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, M.ARKAB : «Production suffisante de l'électricité pour couvrir la demande»

P. 6

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Une cache d'armes et de munitions découverte à Boumerdès

2 narcotrafiquants arrêtés et saisie de 100 kg de kif traité à Laghouat

P. 5

FLN :

L'instance dirigeante dément la démission de son coordonnateur Mouad Bouchareb

L'instance dirigeante du parti du Front de libération nationale (FLN) a démenti, jeudi dans un communiqué, la démission de son coordonnateur, Mouad Bouchareb.

L'instance a affirmé "exercer normalement ses missions", rappelant que les "portes du parti restent ouvertes à tous les cadres et militants, sans exception".

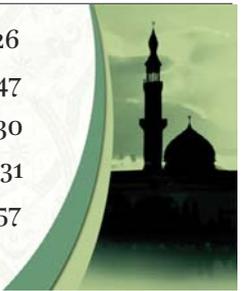
Elle a "catégoriquement démenti" les informations relayées par des médias concernant la démission de M. Bouchareb, soulignant qu'il s'agit d'informations "infondées et de simples rumeurs".



Horaire des prières

Vendredi 14- Samedi 15 Chaâbane 1440

Fajr	04:26
Dohr	12:47
Asr	16:30
Maghreb	19:31
Isha	20:57



LES 24 ET 25 AVRIL À L'ESAA Séminaire sur l'organisation commerciale en entreprise

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), organise les 24 et 25 avril, à l'École supérieure algérienne des affaires (ESAA) de Mohammadia (pins maritimes, Alger), une formation-action sur : «L'organisation commerciale en entreprise : Comment augmenter ses capacités commerciales et son taux de pénétration dans un marché concurrentiel». La rentabilité d'une entreprise est liée à la qualité de l'organisation mise en place. Chaque faille dans l'entreprise contribue à la diminution de sa performance. Même en ayant les meilleurs produits, effectifs, commerciaux et si l'organisation commerciale ne suit pas, l'atteinte des objectifs, les prévisions de vente, les volumétries commerciales, les coûts et les frais commerciaux, seront grandement compromis.



TLEMENEN: Arrêt du téléphérique entre le 21 et 30 avril pour maintenance

Le téléphérique de Tlemcen sera en «arrêt exceptionnel» pour des travaux de maintenance du 21 au 30 avril en cours, a-t-on appris jeudi de l'Entreprise algérienne de transport par téléphérique d'Alger. La chargée d'information de cette société,

Zahra Boudjou, a indiqué que le téléphérique sera à l'arrêt et ne pourra pas offrir ses services aux citoyens à partir de la station du Grand bassin jusqu'au plateau «Lalla Setti» de Tlemcen à cause de travaux de réfection. Le téléphérique sera remis en marche à partir du 1er mai pour reprendre ses services de 7 h 30 à 20 heures.



BMS

Des vents forts sur le sud du pays depuis hier

Des vents forts, soufflant parfois en rafales et réduisant fortement la visibilité, toucheront plusieurs wilayas du sud du pays depuis hier vendredi, indique jeudi l'Office national de météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Ces vents affecteront les wilayas d'El Oued, Nord d'Ouargla, Biskra, Djelfa, Tébessa et Khenchela avec une vitesse de 60 à 80 km/h et des rafales pouvant atteindre ou dépasser 90 km/h, du vendredi à 09h00 au samedi à 09h00.

Les wilayas d'El Bayadh, Laghouat, Ghardaïa et le Nord d'Adrar seront également touchées par ces vents avec une vitesse allant de 60 à 70 km/h et des rafales atteignant ou dépassant 80 km/h, le vendredi de 9h00 à 21h00, précise la même source.



DU 20 AU 30 AVRIL AU PALAIS DES RAÏS Exposition de produits artisanaux

En collaboration avec l'association «défi de femmes au foyer» et en prévision du mois de ramadhan, le Centre des arts et de la culture du Palais des Raïs, organise du 20 au 30 avril, une exposition de produits artisanaux sous le thème «Rihet Ramadan».

Météo



	Max	Min
Alger	18°	13°
Oran	20°	09°
Annaba	31°	18°
Béjaïa	19°	13°
Tamanrasset	37°	22°

LE 20 AUJOURD'HUI À ZÉRALDA

Journée de FMC sur «Le surpoids et l'obésité»

L'Établissement public de santé de proximité de Zéralda, organise samedi 20 avril à partir de 8h30, une demi-journée de formation médicale sur «Le surpoids et l'obésité», animée par le Dr Saïdi enseignant en nutrition.

ALGER : Suspension de l'alimentation en eau potable dans 6 communes à partir de lundi (SEAAL)

Une suspension de l'alimentation en eau potable interviendra dans six communes de l'Est d'Alger à partir de lundi prochain pour des travaux de raccordement sur le réseau d'une canalisation de transport, a indiqué vendredi un communiqué de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL).

«Dans le cadre de la préparation de la saison estivale 2019, et afin de sécuriser l'alimentation en eau potable des communes de l'Est d'Alger, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), procédera du **lundi 22 avril à 8h au mardi 23 avril à 8h** au raccordement sur le réseau SPIK d'une canalisation de transport nouvellement posée sur 8,2 km ainsi que de la localité du Hamiz pour sa sécurisation à partir des eaux du barrage de Keddara», a précisé le communiqué. Ces travaux de raccordement engendreront une suspension de l'alimentation en eau potable qui impactera les communes suivantes : **Bordj El Bahri, Bordj El Kifan, Dar El Beïda, Bab Ezzouar, El Harrach et El Mohammadia**, a ajouté la même source. SEAAL précise à ses clients que l'alimentation en eau potable reprendra progressivement durant la journée du mardi 23 avril 2019 et se stabilisera totalement durant la nuit du mardi 23 avril au mercredi 24 avril 2019. Un dispositif de citernage sera mis en place afin d'assurer les usages prioritaires (établissements publics et hospitaliers), rassure la même source.

FESTIVAL Un film algérien sélectionné au Festival de Cannes 2019



Le film «Papicha» de Mounia Meddour a été sélectionné au Festival de Cannes 2019, a révélé la sélection officielle dévoilée jeudi.

Le film, une production avec une contribution France (36,72%), Algérie (32,81%) et Belgique (30,47%), réalisé en 2018, a été classé dans la catégorie «Un certain regard» de la 72e édition du festival qui se tiendra du 14 au 25 mai.

Ce long métrage (1h30) de Mounia Meddour revient sur le quotidien de jeunes femmes en Algérie dans les années 1990. Dans la même catégorie, le film d'animation «Les Hirondelles de Kaboul», inspiré du livre éponyme de Yasmina Khadra, est également sélectionné.

CET-APRÈS MIDI À LA LIBRAIRIE L'ARBRE À DIRE Rencontre-débat avec Riadh Hadir

La librairie l'arbre à dire (48 rue les feuilles vertes Yahia, Hydra, Alger), organise aujourd'hui à partir de 15h, une rencontre-débat avec Riadh Hadir autour de son ouvrage «Pupille».

AUJOURD'HUI À LA CINÉMATHEQUE DE BEJAÏA Projection du film Juba II

A l'occasion de la célébration du 39e anniversaire du Printemps berbère (20 avril 1980), la Direction de la Culture de la wilaya de Bejaïa en collaboration avec la cinémathèque de Bejaïa, organise samedi 20 avril à partir de 15h, à la cinémathèque de Bejaïa, une séance de projection du film documentaire «Juba II» de Mokrane Ait Saada. Le film retrace l'histoire du roi berbère qui naquit en 50 avant J.C. lorsque son père mourut en 46 après la bataille de Thapsus qu'il mena contre César, Juba II alors âgé d'à peine cinq ans sera enlevé et emmené à Rome.

Il connaîtra une enfance dorée à la cour de Rome où il fut éduqué par Octavie, la sœur de l'empereur Octave. A l'âge de vingt-cinq ans, Juba II fut intronisé comme roi de Mauritanie. La projection sera suivie d'un débat en présence du réalisateur. L'accès sera libre.

Imposantes marches pour le 9^e vendredi revendiquant le départ des symboles du système

Les marches populaires imposantes, revendiquant un «changement radical» et le départ de «tous les symboles du système», se sont poursuivies à Alger et dans les autres wilayas du pays, pour le neuvième vendredi consécutif, ont constaté des journalistes de l'APS.



A Alger, dès les premières heures du jour, les premiers groupes des manifestants ont commencé à affluer vers l'esplanade de la Grande poste et la Place Maurice Audin, lieux privilégiés de regroupement des manifestants depuis les premières marches du 22 février dernier, après avoir sillonné les principales artères de la capitale, dans un climat serein et pacifique.

Pour ce vendredi, le tunnel de la faculté, ayant connu la semaine passée des incidents entre mani-

festants et forces de l'ordre, a été fermé dans les deux sens, par mesure sécuritaire conservatoire.

Drapés de l'emblème national ou écharpes aux couleurs nationales autour du cou ou sur la tête, les manifestants scandaient des slogans appelant au départ des personnalités politiques encore aux commandes du pays, citant notamment le Premier ministre, Nouredine Bedoui ou encore le Chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah.

Parmi les nouvelles re-

vendications des manifestants, «l'ouverture des dossiers de corruption par la justice et la dilapidation des deniers publics».

Ils ont également scandé des slogans exprimant leur attachement à l'unité nationale et réaffirmant que «la souveraineté appartient exclusivement au peuple».

Ils ont également rendu hommage à l'Armée nationale populaire (ANP), tout en entonnant comme à l'accoutumée «djeichchaâb khaoua khaoua» (Armée et peuple sont

frères), en présence d'un dispositif sécuritaire renforcé pour la circonstance.

«Le peuple refuse Bensalah, Bedoui et tout système», «Nous voulons des élections libres et transparentes après le départ du système», «Le seul guide de l'Algérie c'est le peuple», pouvait-on lire sur les banderoles et les pancartes, revendiquant aussi une période de transition. Les mêmes revendications et les mêmes slogans ont été formulées dans les autres régions du pays.

TIZI-OUZOU : Saïd Saïdi appelle à «un nouvel ordre constitutionnel» en Algérie



L'ancien président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Saïdi, a appelé jeudi au cours d'une rencontre à Tizi-Ouzou à un «nouvel ordre constitutionnel» en Algérie pour aller vers un ordre politique adapté aux réalités nationales et mondiales.

«Le défi de l'heure est la mise en place des fondations de la République», a soutenu M. Saïdi lors d'une conférence tenue à l'Université Mouloud Mammeri (UMMTO), soulignant qu'«une fois ce constat fondamental admis, on peut engager la réflexion sur les durées, les méthodes, les structures, le contenu et les objectifs de la transition».

Une transition qui doit être, a-t-il expliqué, «pensée comme la clé de voute de l'Algérie future» et pour laquelle «les acteurs politiques les plus avisés, les groupes sociaux les plus crédibles doivent être activement mobilisés (...) pour poser, en termes lisibles par tous, les principes généraux qui détermineront la vie de la nation démocratique».

Cette période «doit être aussi courte que possible», a-t-il admis, tout en prévenant que ce souci «légitime ne doit pas évacuer l'importance qualitative de cette période tout dépend» et «toute précipitation peut engendrer des effets pervers dont le pays peut faire l'économie».

C'est pourquoi, a-t-il considéré, il y a lieu de «prendre le temps qu'il faut pour débattre, afin que tout un chacun entende et comprenne ce dont signifie le soulèvement citoyen et ce qu'il implique pour notre destin immédiat». Si cette base, a-t-il poursuivi, «est actée comme une référence imprescriptible de l'organisation de la cité, la suite peut être envisagée avec plus de facilité».

Cependant, pour ce faire, «il faudra de la persuasion, de la pédagogie et, au besoin, de la fermeté», a opiné Saïd Saïdi. Concrètement, une première approche pourrait consister, a-t-il souligné, «à organiser des rencontres locales puis régionales dont la synthèse des idées émises dans ces agoras servira d'offre politique définissant les grandes lignes et les agendas sur lesquels doit s'organiser la transition».

Pour le reste, a noté M. Saïdi, «les propositions de l'opposition se recourent sur le fond. Présidence collégiale, gouvernement de transition, commission indépendante d'organisation des élections, font consensus».

En termes de priorités, il a relevé que l'ensemble des acteurs qui se sont exprimés à la faveur de cette dynamique populaire, «conviennent que l'élection législative devant aboutir à l'assemblée qui élaborera une nouvelle Constitution doit être le premier scrutin de l'Algérie nouvelle».

Et, a-t-il dit, «c'est au parlement démocratiquement élu de définir, puis d'adopter la nature du régime qui sied le mieux au pays, présidentiel ou parlementaire», l'essentiel étant, a-t-il ajouté, que «les préalables démocratiques soient clairement et solennellement prescrits en tant que postulats inviolables».

APS

Les avocats poursuivent le boycott des audiences en soutien aux revendications du Hirak populaire

Les avocats ont poursuivi, jeudi, pour le deuxième jour consécutif le boycott des audiences en soutien aux revendications du Hirak populaire réclamant les réformes et le changement radical du régime, a-t-on constaté au niveau de certains tribunaux d'Alger.

Le débrayage des robes noires s'est poursuivi au niveau de la Cour d'Alger et des tribunaux de son ressort, notamment le tribunal de Sidi M'hamed et celui de Bab El Oued (Bainem), en réponse au mot d'ordre de l'Union nationale des ordres d'avocats (UNOA), et en soutien aux revendications du Hirak populaire réclamant le changement du système en place et «le renforcement des libertés, la protection des droits et la consolidation de l'indépendance de la justice», ont déclaré des avocats au niveau du Tribunal de Sidi M'hamed.

Ce boycott est prévu jusqu'au lundi prochain au niveau de toutes les cours de justice du pays, «sauf pour délais et rendez-vous en vue de préserver les droits des justiciables», a indiqué un communiqué de l'UNOA, affirmant que la crise actuelle que traverse le pays est «d'ordre politique avant d'être



constitutionnelle», nécessitant «des solutions politiques acceptées par le peuple, dont une transition dirigée par des personnalités consensuelles».

Rejetant l'élection présidentielle du 04 juillet prochain, l'UNOA explique, dans son communiqué, que cette échéance «n'est pas à même de mener à une transition démocratique et ne peut être crédible si

elle est supervisée par le gouvernement actuel et dans le cadre des lois en vigueur», appelant, à ce propos, les autorités publiques à «respecter le droit constitutionnel à la manifestation pacifique».

A noter que l'appel de l'UNOA a eu un écho favorable dans les wilayas du pays, à travers des sit-in organisés mercredi par les avocats devant les tribunaux et cours judiciaires.

MÉDITERRANÉE Le Sommet des deux rives de la Méditerranée se tiendra le 23 juin prochain à Marseille



Le Sommet des deux rives, Forum de la Méditerranée, se tiendra à Marseille les 23 et 24 juin 2019, a annoncé vendredi le ministère français des Affaires étrangères. Ce sommet, a-t-il indiqué, a pour ambition de relancer la dynamique de coopération en Méditerranée occidentale par la mise en œuvre de projets concrets en faveur du développement humain, économique et durable dans la région.

Il s'inscrit dans le cadre du Dialogue 5+5 Méditerranée qui réunit cinq Etats de la rive sud de la Méditerranée (la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye) et cinq Etats de la rive nord (le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie et Malte).

L'Union européenne, l'Allemagne, mais aussi les organisations pan-méditerranéennes et les principales organisations économiques internationales présentes dans la région sont associés à cette initiative, a-t-on ajouté.

Les principales organisations économiques internationales sont la Banque Mondiale, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Le sommet mesure, selon le Quai d'Orsay, sur la conviction que la société? civile doit être "pleinement" associée à la définition d'un nouvel agenda "positif" pour la Méditerranée. Il intègre donc la société? civile à travers d'une part cinq forums thématiques préparatoires et une réunion de synthèse organisés par des pays du dialogue 5+5.

Il y aura également la mobilisation de cent personnalités qualifiées de la société? civile méditerranéenne issues des pays du dialogue 5+5. Chaque Etat du dialogue 5+5 a suggéré dix personnalités issues de la société? civile, l'une d'entre elles est désignée chef de file.

Ces personnalités qualifiées sont appelées "les Cent". Ils participent à l'ensemble des forums préparatoires thématiques dans une optique de restitution des débats et de recensement des idées et des projets. Ils se réuniront les 11 et 12 juin à Tunis pour un exercice de synthèse, l'Assemblée des Cent", au cours duquel ils appelleront les chefs d'Etat et de gouvernement du Dialogue du 5+5 à prendre en compte leurs propositions d'actions concrètes.

APS

MÉDIAS: La conjoncture sensible que vit le pays requiert le professionnalisme et le respect de la déontologie

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Hassane Rabehi, a affirmé jeudi à Alger que la conjoncture sensible que vit le pays requiert des médias «un contenu responsable» fondé sur le professionnalisme et le respect de l'éthique et la déontologie.

Il incombe à l'ensemble des responsables du secteur de l'information de «donner une information correcte et d'être à la hauteur de la mission de sensibilisation et d'orientation au service de l'intérêt du pays, particulièrement en cette conjoncture sensible qui requiert de tout un chacun un discours responsable plaidant pour des efforts louables en vue de concrétiser les objectifs escomptés», a déclaré le ministre à la presse en marge d'une visite au siège de la Télédiffusion d'Algérie (TDA).

«Qu'il s'agisse de médias publics ou privés, nous souhaitons voir primer le professionnalisme et le respect des principes de déontologie», a-t-il poursuivi relevant que le communiqué rendu public, mercredi, par l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) à ce propos «mettait en avant d'importantes règles à même de servir de fondement au secteur de l'Information dans notre pays».

L'ARAV avait rappelé dans son communiqué, la nécessité

impérieuse de respecter le principe de la déontologie qui lie la profession et les règles posant le droit du citoyen à une information objective, par une transmission des faits et autres événements de façon neutre, complète et loin de toute appréciation

et n d a n- cieuse, lors de la transmission des faits et événements, de la diffusion d'images et d'animation d'interviews et d'entretiens. L'ARAV a rappelé également la nécessité impérieuse de fournir une information de service public en toute transparence, d'éviter de tendre vers tout parti pris



en faveur d'une quelconque entité quelle que soit sa nature et d'éviter également de porter atteinte à la vie privée et à l'honorabilité des personnes et aux fondements du peuple et aux symboles de la République. D'autre part, le ministre de la Communication s'est félicité

des résultats positifs accomplis par la TDA, exhortant tout un chacun à consentir davantage d'efforts et à œuvrer à trouver les solutions indispensables à certains problèmes soulevés par l'évolution rapide que connaît le secteur des technologies et communication.

Des centaines d'Algériens réinvestissent la rue à travers le pays pour un changement du système et un rejet de la présidentielle

Des centaines de personnes ont réinvesti jeudi la rue à travers le pays pour demander un changement du système politique actuel et exprimer leur rejet de la prochaine élection présidentielle, ont constaté des correspondants de l'APS.

A Tizi-Ouzou, des centaines d'élus aux Assemblées populaires communales (APC), de wilaya (APW) et nationale (APN et Conseil de la nation) ont participé à une marche pacifique pour demander le changement du système de gouvernance actuelle et exprimer leur rejet des prochaines élections présidentielles.

Les présidents d'une trentaine d'APC de la wilaya, reconnaissables à leurs écharpes, qu'ils ont arborées pour l'occasion, ainsi que le président de l'APW et des élus de différentes formations politiques notamment le Front des forces socialistes, le RND et le FLN ainsi que des indépendants, se sont rassemblés au niveau de la placette du musée au centre-ville, avant d'entamer leur marche vers le siège de la wilaya en empruntant l'avenue Abane Ramdane.

Durant cette manifestation, les présidents d'APC ont réitéré leur refus de procéder à la révision des listes électorales et de préparer les élections présidentielles du 4 juillet prochain. Dans une déclaration remise à la presse, ils ont souligné qu'«en réponse à la convocation du corps électoral, en prévision de la honteuse élection présidentielle contraire à la volonté de millions d'Algériens, nous rejetons, dans le fond et dans la forme, cette mascarade que nous dénonçons énergiquement».

Durant cette marche, les maires contestataires ont rappelé à travers les banderoles déployées et les slogans scandés, leur «refus» de prendre part au processus d'organisation des prochaines élections présidentielles et ce, dans «tous ses aspects

et dans ses différentes étapes». Ils ont aussi lancé un appel aux élus des autres wilayas d'adhérer à leur démarche afin de «faire avorter ce scrutin discrédité d'avance par le peuple algérien».

Arrivé devant le monument des 128 martyrs du printemps noir (avril 2001) implanté au carrefour Djurdjura, les élus ont observé une minute de silence à leur mémoire, avant de poursuivre leur marche vers le siège de la wilaya, où les présidents d'APC ont remis au directeur local de la réglementation et de l'administration générale (DRAG) leurs décisions individuelles de rejet de révision de listes électorales et de préparation des prochaines élections présidentielles.

La décision d'organiser cette marche a été prise lors d'une réunion d'élus tenue mardi dernier au siège de l'APW wilaya. A Bejaia, les élus locaux (APC/APW), soutenus par des parlementaires, ont tenu un rassemblement à l'intérieur du siège de la wilaya pour exprimer leur rejet des prochaines élections présidentielles et réitérer leur résolution de ne pas encadrer matériellement et administrativement ce scrutin.

Drapés de leurs écharpes tricolores d'élus, les protestataires se sont massés sur les marches de l'entrée officielle du bâtiment de la wilaya, clamant leur rejet de ces élections. «Ulaç l'votte ulach» (pas d'élections), ont-t-il scandé, considérant ce rendez-vous comme un «simulacre» et appelant en conséquence à son boycott.

Au total, 48 présidents d'APC sur un corps qui en compte 52 ainsi que la majorité de l'Assemblée populaire de wilaya, ainsi que de simples élus et fonctionnaires de communes, ont pris part à ce regroupement, ponctué par une réunion de coordination à la salle des congrès où chacun a motivé son rejet de ce rendez-vous élec-

toral et souligné son adhésion à la démarche populaire générale visant la «non-participation».

Au cours de cette rencontre, une coordination des présidents d'APC a été solennellement installée et aura pour mission de coordonner les actions à mettre en œuvre collectivement dans cette perspective. Divers corps de métiers étaient également présents lors de cette journée de contestation.

A Boumerdes, des employés du secteur de la justice et autres corps communs ont organisé un sit-in devant la Cour de justice pour exprimer leur soutien aux revendications du mouvement populaire appelant à un changement «radical».

Les protestataires ont scandé nombre de slogans politiques appelant, entre autres, à une indépendance de la justice, la liberté d'expression, et à un changement politique globale.

A Oran, la contestation a pris la forme d'un sit-in organisé devant le siège de la direction de la Culture, par les employés du secteur dans la wilaya et ce, en soutien au mouvement populaire et à l'ouverture des dossiers de corruption.

Le rassemblement, qui coïncide avec le lancement de la manifestation du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), a vu la participation des travailleurs de plusieurs établissements culturels, brandissant des slogans tels que «activer l'article 7 et 8 de la Constitution», «illégitimité de la ministre de la Culture», «Révolution culturelle... un droit», «Un peuple sans culture comme un homme sans langue».

Les protestataires parmi des intellectuels de la ville ont également revendiqué la réhabilitation du patrimoine national, la liberté de réflexion et l'ouverture des dossiers de corruption dans le secteur de la culture.

ARMÉE Gaïd Salah : Les tentatives ciblant la stabilité de l'Algérie «ont échoué et vont encore échouer»

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a souligné, jeudi à Ouargla, au quatrième jour de sa visite à la 4ème Région militaire, que toutes les tentatives ciblant la sécurité et la stabilité de l'Algérie «ont échoué et vont encore échouer», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Toutes les tentatives désespérées ciblant la sécurité et la stabilité de notre pays ont échoué, et vont encore échouer dans l'avenir grâce à l'aide d'Allah Le Tout-Puissant, puis grâce aux efforts laborieux et fructueux, que l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, ne cesse de consentir, en s'inspirant de son dévouement aux valeurs de novembre et son message éternel afin que l'Algérie demeure unie et indivisible conformément au serment prêté au service de la patrie», a affirmé le général de corps d'Armée.

«A cette fin, nous œuvrons toujours à maintenir la disponibilité opérationnelle à son plus haut niveau et à mener une parfaite préparation et instruction de nos Forces Armées afin qu'elles puissent détenir, en permanence, les capacités à accomplir leurs missions, et à s'adapter constamment aux développements de la situation géopolitique et à la complexité des enjeux dans notre sous-région», a indiqué le chef d'Etat-major dans une allocution devant des cadres de l'Armée.

Il a précisé, à cet égard, que cela «requiert impérativement de vous en tant que cadres, de veiller au strict respect des programmes de préparation au combat pour les différentes composantes du corps de bataille, à travers l'intensification des exer-

cices tactiques démonstratifs de tirs avec munitions réelles au profit des différentes Forces et armes».

Le vice-ministre de la Défense nationale a relevé que «des enjeux majeurs qui nécessitent des efforts inlassables de la part de l'ANP, sont ceux liés à la sauvegarde de l'indépendance de l'Algérie, à la consolidation des fondements de sa souveraineté nationale et de son intégrité territoriale, et à la préservation de la force et la solidité des liens de son unité populaire».

«Tous les résultats probants que l'ANP a réalisés et ne cesse de réaliser au niveau de nos frontières Sud-Est, à l'instar des autres frontières nationales, voire au niveau de l'ensemble du territoire nationale, sont la résultante d'une vision globale du concept de sécurité adopté par le Haut Commandement de l'ANP», a-t-il noté.

Le général de corps d'Armée a précisé, dans ce cadre, que «faire régner la sécurité et la préserver requiert l'application stricte et minutieuse de l'essence de cette vision exhaustive et cohérente aux portées stratégiques profondes et clairvoyantes, garantissant dans leur ensemble au peuple algérien le droit de vivre dans la sécurité et la paix, ce qui fait partie des devoirs indéniables dont l'ANP s'acquiesce en vertu de ses nobles missions, qu'elle s'honore toujours de les exé-

cuter de la manière la plus appropriée et la plus judicieuse».

«Partant de cette vision pertinente, l'ANP considère que les enjeux majeurs qui requièrent de notre part de consentir des efforts inlassables afin de les relever, sont le défi de sauvegarder l'indépendance de l'Algérie, de consolider les fondements de sa souveraineté nationale et de son intégrité territoriale et de préserver la force et la solidité des liens de son unité populaire, dans un monde marqué par de grands défis et de mutations imprévisibles, instiguées par des parties et de grandes puissances qui œuvrent à refaire la carte du monde suivant leurs intérêts, même si cela devait se faire au dépens de la liberté, de la sécurité, de l'indépendance et de la souveraineté nationale des peuples», a-t-il expliqué.

Le général de corps d'Armée a rappelé que «les efforts laborieux et fructueux consentis par l'ANP, sont inspirés de son dévouement aux valeurs de novembre et son message éternel et des sacrifices de l'Armée de libération nationale».

Lors de sa quatrième journée de visite en 4ème Région militaire, le général de corps d'Armée a présidé une réunion de travail avec les états-majors de la Région et les responsables des services de sécurité.



Après la cérémonie d'accueil au siège du Commandement de la Région, et en hommage aux sacrifices de nos valeureux Chouhada de la Glorieuse Révolution de Libération, le général de corps d'Armée «a observé, en compagnie du général-major Hassan Alaimia, Commandant de la 4ème Région militaire, un moment de recueillement sur l'âme du Chahid + Chihani Bachir+, dont le siège de la Région porte le nom, avant déposer une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, et de réciter la Fatiha du Saint Coran en son hommage et en hommage des chouhada».

Le général de corps d'Armée a présidé, par la suite, une réunion de travail avec le Commandement, les états-majors, les commandants des secteurs opérationnels et d'unités ainsi que les responsables des différents services de sécurité et les directeurs régionaux, où il a suivi un exposé global sur la situation générale de la Région présenté par le Commandant de la Région, pour prononcer, par la suite, une allocution d'orientation.

SITUATION GÉOPOLITIQUE DANS LA RÉGION: Maintenir la disponibilité opérationnelle de l'ANP à son «plus haut niveau»

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a indiqué, jeudi à partir de Ouargla, que les Forces armées de l'ANP œuvrent à maintenir la disponibilité opérationnelle à son «plus haut niveau» et à s'adapter «constamment» aux développements de la situation géopolitique et à la complexité des enjeux dans la sous-région.

«Nous œuvrons toujours à maintenir la disponibilité opérationnelle à son plus haut niveau et à mener une parfaite préparation et instruction de nos Forces armées afin qu'elles puissent détenir, en permanence, les capacités à accomplir leurs missions et à s'adapter constamment aux développements de la situation géopolitique et à la complexité des enjeux dans notre sous-région», a indiqué le chef d'Etat-major de l'ANP dans une allocution devant des cadres de l'Armée au quatrième jour de sa

visite à la 4ème Région militaire.

Il a précisé, à cet égard, que cela «requiert impérativement de vous en tant que cadres, de veiller au strict respect des programmes de préparation au combat pour les différentes composantes du corps de bataille, à travers l'intensification des exercices tactiques démonstratifs de tirs avec munitions réelles au profit des différentes Forces et armes».

Le vice-ministre de la Défense nationale a relevé que «les enjeux majeurs qui nécessitent des efforts inlassables de la part de l'ANP, sont ceux liés à la sauvegarde de l'indépendance de l'Algérie, à la consolidation des fondements de sa souveraineté nationale et de son intégrité territoriale, et à la préservation de la force et la solidité des liens de son unité populaire».

Il a relevé, par la même occasion, que «tous les résultats probants que l'ANP a réalisés et ne cesse de réaliser au niveau de nos frontières Sud-Est,

à l'instar des autres frontières nationales, voire au niveau de l'ensemble du territoire nationale, sont la résultante d'une vision globale du concept de sécurité adopté par le Haut Commandement de l'ANP».

Le général de corps d'Armée a précisé, également, que l'ANP «considère que les enjeux majeurs qui requièrent de notre part de consentir des efforts inlassables afin de les relever, sont le défi de sauvegarder l'indépendance de l'Algérie, de consolider les fondements de sa souveraineté nationale et de son intégrité territoriale et de préserver la force et la solidité des liens de son unité populaire, dans un monde marqué par de grands défis et de mutations imprévisibles, instiguées par des parties et de grandes puissances qui œuvrent à refaire la carte du monde suivant leurs intérêts, même si cela devait se faire au dépens de la liberté, de la sécurité, de l'indépendance et de la souveraineté nationale des peuples».

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Deux narcotrafiquants arrêtés et saisie de 100 kg de kif traité à Laghouat

Deux (02) narcotrafiquants ont été arrêtés mercredi à Laghouat par un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP) qui a également saisi (100) kg de kif traité, alors qu'une quantité de 950 g de la même substance, a été saisie par des éléments de la Gendarmerie nationale à Tlemcen, indique jeudi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 17 avril 2019 à Laghouat (4e Région militaire), deux (2) narcotrafiquants à bord de deux (2) véhicules touristiques chargés de (100) kilogrammes de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi, à Tlemcen (2e RM), une autre quantité de la même substance s'élevant à (950) grammes», précise le ministère.

Dans le même contexte, des détachements de l'ANP «ont appréhendé, lors d'opérations distinctes menées à Djanet (4e RM) et Tamanrasset (6e RM, (61) orpailleurs et saisi deux (02) camions, (15) groupes électrogènes, (10) marteaux piqueurs et (4) sacs de mélange de pierres et d'or brut».

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont intercepté (16) immigrants clandestins de différentes nationalités à Tiaret, In Guezam et Bordj Badji Mokhtar», rapporte également le communiqué.

Une cache d'armes et de munitions découverte à Boumerdès (MDN)

Une cache d'armes et de munitions, contenant un lance roquette, une mitrailleuse, deux roquettes et une charge explosive, a été découverte par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'une opération de fouille et de recherche menée jeudi à Boumerdès, indique vendredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 18 avril 2019 lors d'une opération de fouille et de recherche menée à Boumerdès (1ère Région militaire), une cache d'armes et de munitions contenant un lance roquette de type RPG-7, une mitrailleuse de type FMPK, deux roquettes pour RPG-7, une charge explosive, un poste radio, ainsi qu'une quantité de munitions (113 Balles)», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar (6ème Région militaire), 9 orpailleurs et saisi 2 véhicules tout-terrain, 4 groupes électrogènes, 3 marteaux piqueur, un détecteur de métaux et une quantité de carburant, tandis que des unités des Gardes-frontières ont mis en échec des tentatives de contrebande de plus de 8224 litres de carburant à Souk-Ahras, Tébessa et El-Taref (5ème Région militaire), ajoute le communiqué.

Dans le même contexte, des détachements de l'ANP en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, lors de différentes opérations, à Bechar, Tlemcen, Ain defla et Tébessa, 10 narcotrafiquants et saisi 218 kilogrammes de kif traité, 6173 comprimés psychotropes, 4 véhicules et une motocyclette», indique-on. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des détachements de l'ANP et les éléments des Gardes-frontières «ont intercepté 26 immigrants clandestins de différentes nationalités à Tiaret et Ain amenas», conclut le MDN.

AGRICULTURE: M. Omari promet de lever les contraintes rencontrées sur le terrain par les agriculteurs

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari a promis, jeudi à Alger, de veiller à la levée des contraintes que rencontrent les agriculteurs et les éleveurs au niveau national, ainsi que celles qu'affrontent les Chambres d'Agriculture des wilayas. Lors d'une réunion qu'il a présidée avec l'ensemble des présidents des Chambres de l'agriculture du pays, le ministre a tenu à entendre chacune de leurs doléances et les soucis qu'ils rencontrent eux-même ou les agriculteurs et éleveurs activant dans leurs wilayas respectives, et ce, dans un ambiance sans filtre fortement encouragée par M. Omari. Selon lui, une telle rencontre est idoine en vue d'assurer la sécurité alimentaire et le développement des régions rurales ainsi que le secteur forestier et ceux, «tout aussi précieux pour l'économie nationale», de la pêche et de l'aquaculture, notamment dans un contexte «sensible de transition vers une Algérie meilleure». La chambre d'agriculture a d'importantes missions dans l'encadrement des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs et leur formation, ainsi que dans l'élevation du niveau et la qualité de la production agricole, aquacole, et forestière nationales. Le ministre a, de même, estimé que des efforts pertinents consentis par les représentants des Chambres de wilayas peuvent grandement intéresser des investisseurs parmi les jeunes générations à des niveaux locaux. Il s'agit notamment des fils et filles des agriculteurs qui pourront ainsi reprendre les branches d'activité agricoles familiales. M. Omari a aussi mis un point d'honneur à ce que la femme soit intégrée dans le confortement de l'économie nationale à travers le secteur de l'Agriculture et ses diverses branches d'activité, notamment l'apport pouvant être précieux de la femme rurale. «L'Algérie dispose de potentialités humaines et naturelles et qu'il est amplement possible de mobiliser les agriculteurs et éleveurs au profit d'une consommation large et suffisante des produits alimentaires agricoles autant qu'il est possible de réguler les marchés nationaux et prétendre à l'exportation», a-t-il affirmé. Mais, il reste que les Chambres d'agriculture font face à nombre de contraintes, pour certaines partagées par la majorité d'entre elles, tandis que d'autres sont spécifiques à certaines chambres de wilaya eu égard à la spécificité du volet agricole de l'espace territoriale qu'elle représentent. «d'où la nécessité de la tenue de cette rencontre», explique le ministre. Dans ce sens, il a insisté pour que les présidents des Chambres d'agriculteurs présentent autant les contraintes que les propositions qu'ils estimeraient à même de lever ces entraves au développement serin de ce secteur et mettre enfin un terme à l'importation des produits alimentaires. Il a, à cet effet, cité quelques exemples des retombées qui peuvent être attendus d'un effort conjoint des services du gouvernement qui, en limitant l'importation de la pomme, ont permis un énorme essor de la culture de ce produit dans le pays, si bien qu'il lui a été demandé par la présence d'instaurer «une fête nationale de la pomme», une proposition qui a trouvé plein écho chez le ministre.

Il a de même été évoqué devant le ministre la nécessité de revoir l'organisation et les lois régissant les Chambres de l'agriculture en interne et l'importance d'étendre leurs prérogatives en externe, notamment à travers une collaboration meilleure avec les collectivités locales et les directions des services agricoles de wilayas. A ce propos, M. Omari a relevé l'importance des administrations de travailler avec les Chambres d'agriculture qui doivent être consultées avant la prise de décisions. M. Omari a également noté qu'il est important de rapidement se pencher sur des sujets importants tels ceux de l'exploitation du foncier agricole, la rationalisation des eaux d'irrigation et l'encouragement des filières importantes entre autres priorités. En outre, des sujets tels l'encadrement des ères de broutage et le système des subventions octroyées aux agriculteurs et qui ne sont pas exemptées d'imposition ont aussi été soulevés par les présidents. Le ministre a promis d'y veiller personnellement à la levée de ces contraintes, «pour le bien du secteur et du citoyen algérien», et de travailler en toute «transparence» avec les différents acteurs qui ont aussi ce soucis de mener à bien, et en toute honnêteté, les missions qui lui ont été confiées.

PÊCHE: La concertation est préalable à la création de zones de pêche réglementées

La création et la gestion des zones de pêche réglementées (ZPR) nécessite l'implication et la concertation avec les pêcheurs et les acteurs du secteur pour une exploitation durable de la ressource halieutique, a indiqué jeudi à Alger le directeur général de la Pêche et de l'Aquaculture, Taha Hamouche.

Intervenant lors d'un atelier de concertation sur les zones de pêche réglementées, M. Hamouche a souligné l'importance d'adopter une démarche participative et consultative impliquant les acteurs du secteur invités à décliner leurs points de vue sur la création de ces zones.

M. Hamouche a expliqué que la créa-

tion des ZPR fera l'objet d'un décret exécutif, et qui s'inscrit dans le cadre du mandat de la direction générale pour la pêche et l'Aquaculture (DGPA). Ce texte doit encadrer, a-t-il détaillé, la construction des zones de pêche réservées, pour assurer une exploitation durable de la ressource halieutique ainsi que la conservation et la régénération des écosystèmes, favorisant le maintien et le développement de cette ressource.

Le même responsable a rappelé que le secteur de la pêche a pris des mesures visant la protection de la ressource à travers notamment la définition des lignes de références avec des zones interdites à la

pêche et l'instauration de la période de repos biologique pour certaines espèces.

Cet atelier a constitué une occasion pour informer les administrations et les parties prenantes concernées sur les expériences régionales en Méditerranée, sur les actions récentes en Algérie développées par la DGPA et le programme d'appui à la diversification de l'économie par le secteur de la pêche et de l'aquaculture (DIVECO 2).

Lancé en 2015, DIVECO 2, un programme de coopération avec l'union européenne vise à appuyer le secteur de la pêche dans l'exécution de sa stratégie et prendra fin en mai prochain. Un nouveau

ÉTÉ 2019: Arkab : «Production "suffisante" de l'électricité pour couvrir la demande»

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab a affirmé, jeudi à Alger, que la production de l'électricité, d'une capacité de 15.000 voire 16.000 MW serait «suffisante» pour couvrir la demande prévue durant la période allant de mai à septembre prochain.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une rencontre consacrée aux préparatifs et dispositions pris pour garantir une capacité d'électricité suffisante pour la saison estivale 2019, M. Arkab a assuré que l'Algérie comptait une surproduction de 20.000 MW «suffisante pour couvrir toute cette demande».

Il a énuméré 32 stations électriques, dont 24 finalisées et 8 autres en cours de réalisation pour garantir le transport et la distribution de cette énergie. Plus explicite, le même responsable a cité également la réalisation de 33 centrales électriques dans le Grand Sud, outre les centrales existantes ayant connu des travaux d'extension pour multiplier leur production, auxquelles s'ajoutent 10 nouvelles centrales mises en service au niveau des différentes régions du pays, à l'instar de celles d'In Guezzam et de Djanet.

SONATRACH revoit à la hausse sa production en carburants en prévision de Ramadhan et de la prochaine saison estivale

En prévision du mois sacré et de la prochaine saison estivale, le groupe SONATRACH a revu à la hausse sa production à hauteur de 200.000



tonnes, afin de maîtriser la demande croissante, a précisé M. Arkab, affirmant que «la production nationale en matière de carburants s'élève actuellement à plus d'un (1) million de tonnes».

Quant à la demande croissante, notamment pendant le mois sacré, en matière de gaz Butane B13, très utilisé par les citoyens, le ministre a rassuré que «le groupe Naftal mettra sur le marché plus de 100.000 nouvelles bouteilles, pendant les mois d'avril et de mai, en vue de couvrir la demande et d'éviter toute pénurie».

Pour approvisionner toutes les régions du pays, y compris les régions isolées, en bouteilles de gaz, des points de vente et de distribution seront ouverts dans certaines communes.

Les services de Naftal se chargeront d'acheminer ces bouteilles aux régions éloignées du pays».

Cet été, le carburant sera disponible dans toutes les stations-services à travers le pays, y compris les week-ends et les jours fériés, a-t-il soutenu. Par ailleurs, le ministre a indiqué que la rencontre avec les cadres de Sonelgaz avait porté sur les préparatifs de l'été 2019 pour s'assurer de la disponibilité de l'énergie, ajoutant qu'une rencontre similaire était prévue avec les cadres de Sonatrach dans les dix prochains jours. Ces rencontres ont pour objectif de garantir les moyens et conditions nécessaires au citoyen durant le mois sacré du ramadhan.

A une question sur le «Hirak» populaire en

Algérie, depuis le 22 février dernier, le ministre a indiqué qu'il constituait «un point positif révélateur de la bonne santé de la démocratie en Algérie», ajoutant que les partenaires de l'énergie doivent poursuivre leur travail et s'adapter à la conjoncture.

Le caractère pacifique de ce mouvement qui a démontré au monde entier la maturité du peuple algérien, a transmis un message à tous les partenaires de l'Algérie, au point où des étrangers ont voulu se déplacer en Algérie pour voir de près cette expérience démocratique.

«La nature du mouvement de protestation pacifique a rassuré les partenaires étrangers quant à leur avenir en Algérie», a-t-il dit. M. Arkab a indiqué avoir reçu, la semaine dernière, le PDG de l'entreprise espagnole Naturgy, meilleur partenaire de l'Algérie en matière de vente de gaz» qui a signé des contrats avec l'Algérie jusqu'en 2021.

«Le Hirak a donné une leçon de démocratie au monde entier», lui a dit le partenaire étranger à cette occasion.

Les partenaires étrangers «travaillent normalement en Algérie et veulent y intensifier leur action», a-t-il souligné.

COMMERCE: Djellab : «Nécessaire mobilisation de tous pour la réussite de l'opération d'approvisionnement durant le ramadhan»

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab a mis l'accent sur la nécessaire mobilisation de tous pour faire réussir l'opération d'approvisionnement durant le mois sacré du ramadhan, où la demande augmente sur les marchandises particulièrement les fruits et légumes, a indiqué jeudi un communiqué du ministère du

Commerce. Lors d'une réunion d'orientation qu'il a présidée dans le cadre des préparatifs du mois du ramadhan en présence des différentes associations professionnelles, des responsables et des représentants des marchés de gros de fruits de légumes au niveau national, M. Djellab a insisté sur l'impératif respect du prix référentiel

qui sera annoncé par le ministère avant le mois du ramadhan. Le ministre a également appelé à la poursuite des opérations de sensibilisation et d'accompagnement particulièrement à l'adresse des commerçants de gros qui constituent le principal maillon dans l'opération d'approvisionnement, le maintien des prix, la pré-

servation du pouvoir d'achat du citoyen, et ce pour mettre un terme à la spéculation. Lors de cette réunion, Djellab a évoqué plusieurs points et propositions formulées par les responsables des marchés de gros, dans le cadre de la coopération et du dialogue ouvert entre le ministère et les partenaires professionnels.



programme de coopération halieutique avec l'Union européenne est en cours de discussion et devra être mis en œuvre à partir de 2020.

ALGÉRIE-BELGIQUE: M^{me} Zerouati salue l'efficacité de la coopération algéro-belge dans l'environnement

Le projet de coopération algéro-belge de renforcement des capacités dans le domaine de l'environnement (PRCDE) a eu un impact «réel et concret» sur l'intégration de la problématique environnementale dans la mise en œuvre des politiques sectorielles et sur l'implication de la société civile dans ces politiques, a indiqué jeudi la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, M^{me} Fatma Zohra Zerouati.

Le projet, lancé en mars 2016 et piloté par six départements ministériels, en partenariat avec l'Agence belge de Développement (ENABEL), a permis de consolider la transversalité de la question environnementale à travers des activités ayant concerné trois secteurs que sont l'Eau, la Santé et les Transports, a indiqué la ministre lors du séminaire de clôture du projet.

Le projet a également permis l'élaboration du Rapport national sur l'état et l'avenir de l'environnement (RNE 2018), mais a surtout intégré davantage la problématique environnementale dans les actions du mouvement associatif. Dans le domaine de la Santé, le projet a permis l'appui à l'élaboration du plan national d'actions conjointes Santé-Environnement dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration de Libreville, la réalisation d'une étude pour la gestion des effluents liquides des établissements de santé et l'élaboration d'un plan national de sécurité sanitaire des aliments, a précisé M^{me} Zerouati.

Il a également appuyé la mise en place de l'unité environnementale à l'Institut Pasteur d'Alger et appuyé, en outre, l'Institut national de la Santé publique pour la mise en place d'un réseau de surveillance des pollens. Dans le secteur des Ressources en eau, le projet a permis d'ac-



tualiser le plan national de l'Eau réalisé par l'Agence de gestion intégrée des ressources en eau (Agire) et d'assurer l'appui pédagogique et technique, en partenariat avec la société Wallon des eaux de l'Institut national de perfectionnement et d'équipement et du Centre national de la formation sur les métiers de l'eau de l'Algérienne des Eaux (ADE).

Dans le secteur des transports, une étude d'avant-projet sommaire de la ligne Bus à Haut niveau de service (BHNS) ainsi qu'une étude de faisabilité pour la réalisation de sa ligne Alger-Est ont été réalisées grâce au projet, a-t-elle souligné. En outre, une étude pour la mise en place d'un système billettique interoperable a été élaborée de même que l'actualisation du plan de déplacement urbain de l'algérois, l'élaboration du plan d'action

Environnement, travaux publics et transports et la création d'une cellule environnementale au sein du ministère des Travaux publics et des Transports. En ce qui concerne la société civile, le projet a permis, poursuit la ministre, la réalisation de dix-sept (17) projets portés par des associations sur différents domaines tels que la gestion des déchets, la gestion des ressources en eau, la sensibilisation, l'éducation et la communication environnementales, l'entrepreneuriat et la gestion environnementale durable dans les villages.

Ces associations ont également bénéficié d'un renforcement de leurs capacités dans le domaine de la préservation de l'environnement. Vingt-trois (23) voyages d'études ont profité à 158 personnes alors que 300 participants ont profité d'un pro-

gramme de formation. Ainsi, «les organisations de la société civile sont renforcées et plus impliquées dans des actions d'information, d'éducation et de communication sur la question environnementale», s'est-elle réjouie en se félicitant, dans le même contexte, du renforcement du dialogue intersectoriel et du partage des bonnes pratiques des secteurs en termes d'intégration de l'environnement. La ministre a annoncé que son département œuvrera, avec l'ensemble des acteurs institutionnels et ceux de la société civile, pour la mise en place d'un deuxième programme de renforcement des capacités dans le domaine de l'environnement. L'ambassadeur du royaume de Belgique en Algérie, M. Pierre Gillon, s'est réjoui de «la qualité des relations de coopération entre les deux pays, datant de 50 ans», en appelant à les renforcer davantage. En 2018, la Belgique s'est classée 12^{ème} client de l'Algérie avec 1,22 milliard de dollars (+33%) d'exportations algériennes vers ce pays et 15^{ème} fournisseur avec 617 millions de dollars d'exportations belges (+3%). Le PRCDE, qui vient appuyer la politique du gouvernement algérien qui depuis 2000, investi de manière significative dans la protection de l'environnement, est financé par la Belgique à hauteur de 7,5 millions d'euros.

RAMADHAN: Les abattoirs d'Alger mobilisés pour éviter toute perturbation dans l'approvisionnement en viandes rouges

Le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Alger, Noui Bouaziz a affirmé, jeudi, que les abattoirs d'Alger étaient mobilisés pour éviter «toute éventuelle perturbation» en matière d'approvisionnement en viandes rouges durant le mois sacré du Ramadhan.

Répartis à travers les communes des Eucalyptus, d'El-Harrach et de Zéralda, les abattoirs de la capitale s'emploieront à éviter toute éventuelle perturbation en matière d'approvisionnement en viandes rouges durant le mois sacré, a indiqué à l'APS le même responsable, relevant que ces structures seront renforcées par l'ouverture, à titre provisoire et avant le mois sacré, d'un nouvel abattoir privé au niveau de la commune de Rouiba.

Évoquant la fermeture, depuis quelques mois, de l'abattoir d'Husseindéy (Ruisseau), M. Bouaziz a assuré que cette mesure ne causera «aucune perturbation» dans l'opération d'approvisionnement, en viandes rouges, des différentes boucheries de la capitale, les abattoirs en exercice étant en mesure d'assurer les quantités produites par l'abattoir de Ruisseau. Il a fait état, dans le même cadre, de plusieurs mesures initiées au niveau des abattoirs d'Alger à l'effet d'éviter toute perturbation dans l'approvisionnement en cette matière,

fortement demandée pendant le mois sacré, citant, à cet égard, la mise en place d'un système de permanence au niveau des unités d'abattage (jour et nuit).

Relevant que la capacité théorique de production de ces unités était encore loin d'être atteinte, le même responsable a cité, à titre d'exemple, l'abattoir des Eucalyptus qui a fonctionné durant les huit (08) derniers mois avec une capacité de production de 205 têtes de bétails (bovins et ovins) par jour, tandis que sa capacité réelle est de 600 têtes/jour.

De même pour l'abattoir de Zéralda qui fonctionne avec une capacité de 23 têtes de bétails/jour alors que sa capacité réelle est de 90 têtes/jour, et celui d'El-Harrach qui peut atteindre une capacité de production de 150 têtes/jour.

Pour ce qui est de l'abattoir de Rouiba, M. Noui a précisé que les services de la tutelle avaient donné des instructions en vue d'accélérer les mesures nécessaires pour garantir l'ouverture provisoire de cette unité durant le mois de Ramadhan et soutenir la filière des viandes rouges dans la wilaya, ajoutant qu'une commission ministérielle s'était déplacée à cette structure afin de relever toutes les insuffisances et faire en sorte de réunir toutes les conditions requises pour son ouverture.

D'une capacité théorique de produc-



tion de 900 têtes/jour, l'abattoir de Rouiba devra permettre d'assurer un approvisionnement continu en cette matière durant le mois sacré du Ramadhan. Le ministère de l'Agriculture avait annoncé la mise en place d'un programme d'approvisionnement du marché en viande rouge de production nationale et d'importation qui devra répondre «largement» à la demande du mois de Ramadhan prochain. De son côté, le ministère du Commerce a indiqué qu'une «quantité de 185,991 tonnes de viandes rouges et blanches (locales, importées et congelées) sera disponible, le mois de Ramadan prochain, à des prix accessibles pour tous».

CONSTANTINE: Lancement d'une expérience pilote d'élevage de poulet fermier dans la commune de Benbadis

Une expérience pilote d'élevage de poulet fermier a été lancée dans la région agricole d'El Hanbli, relevant de la commune de Benbadis (40 km à l'Est de Constantine), a-t-on constaté jeudi.

Ayant amorcé cette activité avec 4 000 poulets de deux espèces différentes, Achène Kadri, à l'origine de ce projet, même cette expérience dans sa ferme située dans la région agricole par excellence d'El Hanbli, où l'environnement est approprié pour pratiquer ce type de production avicole, a-t-il affirmé à l'APS. «L'idée n'est pas du tout fortuite, mais plutôt dictée par la grande passion que je voue aux animaux domestiques et qui m'a fait opter pour une activité rare à l'Est du pays et ce, en vue de répandre une nouvelle culture au sein de la société, notamment dans les régions du Nord, où nous ne sommes pas habitués à élever ou à consommer ce type de poulet», a précisé M. Kadri, à cet effet. Membre de l'association du développement et de promotion de l'investissement de la wilaya de Constantine, ce même aviculteur a fait savoir qu'il s'est engagé dans l'élevage du poulet fermier depuis environ 5 mois dans un environnement adapté à son mode d'élevage originel, relevant que le «poulet bio» doit être nourri à base d'aliments naturels, notamment le «son», évoluer en plein air, en plus de la vaccination. Ce même aviculteur a également souligné que les mâles et les femelles parviennent à maturité au bout de 4 à 5 semaines, environ 6 mois après l'éclosion, moment, selon lui, à partir duquel les femelles commencent à pondre des œufs tandis que le coq est prêt à se reproduire.

Affirmant qu'une poule adulte, élevée à la ferme, peut vivre entre deux à trois ans, M. Kadri a fait remarquer que «l'élevage du poulet fermier n'est pas très contraignant par rapport aux autres types de poulets élevés artificiellement, réclamant de l'eau, de la nourriture adéquate et la vaccination pour les prémunir contre diverses maladies».

De son côté, Zakaria Khelifaoui, directeur de l'Institut technique des élevages (ITELV) de la commune de Didouche Mourad a assuré que ses services accompagnent tous les éleveurs en valorisant l'élevage des animaux de la ferme, afin d'empêcher l'extinction du poulet fermier en particulier, et ce, consécutivement aux maladies qui ont affecté de nombreuses espèces ces derniers temps, induisant une baisse significative de la production. Le même responsable a affirmé, par ailleurs, que la valorisation de l'élevage du poulet fermier, très demandé dernièrement en raison de son «caractère bio», contribuera à l'augmentation de 20% de la production des viandes blanches. Attestant que «le poulet fermier n'exige pas beaucoup de vaccins, d'où sa spécificité bio, pour le protéger contre les affections», le même responsable a exprimé sa volonté d'accompagner tous les éleveurs de poulet fermier afin de promouvoir la production au niveau local, notamment en garantissant la formation dans ce domaine.

Technicien supérieur au sein de l'ITELV, Lazhar Benhalla estime, pour sa part, que cet établissement technique a commencé à développer l'aviculture fermière depuis l'an 2000 avec pour objectif de diversifier les races de volailles et de procéder à leur développement génétiquement afin de leur octroyer l'immunité nécessaire, préserver la sécurité alimentaire nationale et aider les agriculteurs à concrétiser leurs objectifs en matière d'investissement. S'agissant de la valorisation de l'élevage du poulet fermier, Badis Filali, président de l'association pour le développement rural et la promotion de l'investissement de la wilaya de Constantine, a fait état de «la nécessité de mettre en place une fédération des agriculteurs et des éleveurs de la wilaya, sous forme d'associations activant sur le terrain pour créer de nouveaux investissements agricoles».

CHLEF: Ouverture d'une formation pédagogique au profit de 30 maîtres d'apprentissage

Une session pédagogique au profit de 30 maîtres d'apprentissage du secteur agricole a été ouverte jeudi à l'initiative de la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Chlef, a-t-on appris jeudi du responsable de cette structure.

«La session a été ouverte pour la formation d'un nouveau groupe de 30 maîtres d'apprentissage dans le secteur agricole», a indiqué à l'APS Hakim Azzerouk Azeraimi.

Cette session, la 3ème du genre, est organisée en collaboration avec l'Office national de développement et de promotion de la formation continue et le Fonds national de développement de l'apprentissage et de formation continue, dans le cadre des efforts d'amélioration de la qualité de la formation et la garantie d'une meilleure intégration des apprentis, a-t-il dit.

Les maîtres d'apprentissage, relevant des différentes exploitations agricoles et d'entreprises économiques, bénéficieront d'un programme de formation s'étalant sur une plage horaire de soixante heures, visant la promotion de l'aspect pédagogique de la relation liant l'apprenti au maître d'apprentissage.

Le responsable a souligné, en outre, l'inscription de cette session au titre de la stratégie du secteur portant sur l'affectation des deux tiers (2/3) de l'offre pédagogique au mode de formation par apprentissage visant la garantie d'une main-d'œuvre qualifiée, au diapason des besoins du marché, tout en facilitant l'intégration professionnelle de l'apprenti, à travers un accompagnement adapté, assuré par le maître d'apprentissage.

Pour sa part, Moulay Souika Rabii, chargé du bureau des recherches et relations avec les organismes employeurs et les partenaires d'apprentissage, s'est félicité de ce type de formation visant le «relèvement des compétences des maîtres d'apprentissage, considérés comme des partenaires essentiels dans la garantie de la qualité de formation et du suivi des stagiaires», a-t-il assuré. Il a signalé, à ce propos, la formation programmée, cette année, de deux autres groupes de maîtres d'apprentissage relevant d'entreprises économiques locales. En 2018, le secteur a enregistré la formation de 68 maîtres d'apprentissage, a ajouté le même responsable.

ORAN: Réception de 40 établissements scolaires en prévision de la prochaine rentrée scolaire

Au total 40 établissements scolaires des trois paliers seront réceptionnés dans la wilaya d'Oran en prévision de la prochaine rentrée du secteur, a-t-on appris jeudi du directeur de l'Éducation.

Il s'agit de 27 groupes scolaires, de huit CEM et de cinq lycées devant contribuer à atténuer la tension et le surcharge sur les classes, surtout dans les établissements appliquant la double vacation, a indiqué Slimani Arezki.

Suite à une série de réunions périodiques et des sorties des autorités locales aux chantiers de réalisation d'établissements scolaires à travers les communes de la wilaya, le secteur sera renforcé la prochaine rentrée scolaire par 40 établissements, a-t-il annoncé, insistant sur la poursuite des travaux pour leur livraison dans les délais impartis.

Il s'agit des établissements réalisés au niveau des nouvelles cités d'habitat dont la cité 270 logements AADL d'Ain El Beida dans la commune d'Es Sénia et d'autres à Oued Tlélat, Belgaid dans la commune de Bir El Djir, et Gdyl. M. Arezki a insisté sur la résorption cette année scolaire du système de double vacation à travers 11 écoles primaires.

Pour rappel, le secteur de l'Éducation dans la wilaya d'Oran a été renforcé cette année par 35 établissements scolaires dont 24 groupes scolaires, sept CEM et quatre lycées.

Ce secteur compte actuellement 808 établissements dont 553 en cycle primaire, 181 en moyen et 81 en secondaire pour un effectif total de 365.000 élèves.

LE WALI DE TISSEMSILT SUR LE TERRAIN : Suivi rigoureux des projets

Le secteur de l'éducation a bénéficié d'une enveloppe financière de 700 Milliards de centimes pour ces opérations dégelées.

ABED MEGHIT

Quatre vingt douze (92) projets relevant du secteur de l'éducation dans la wilaya de Tissemsilt, antérieurement gélés, viennent d'être relancés à travers la wilaya, a-t-on appris auprès de la direction de l'éducation de la wilaya de Tissemsilt.

Le wali de Tissemsilt, M.Salah El Affani, accompagné d'une forte délégation, s'est rendu dans la daira de Lardjem. A Tamallahet, chef lieu de commune, le premier chef de l'exécutif a inspecté le collège de type 5 en cours de réalisation, dont les travaux ont été démarré le 10 décembre 2018, pour un délai de 8 mois, pour un coût de 85 000 000 DA. Le wali a déploré le retard accusé et a demandé aux entreprises réalisatrices concernées d'augmenter le rythme des travaux. La délégation conduite par le wali a inspecté le projet du lycée de 800 places pédagogiques avec installation sportive pour un délai de 8 mois et un coût de 180 857 211,70 DA dont le taux d'avancement est de 10%. Les travaux ont été démarré le 05/03/2019.

A Melaâb, le wali a visité le chantier de réalisation d'un lycée de 600 places pédagogiques.

Inscrit parmi les projets d'envergure accordés par les pouvoirs publics à la commune de Melaâb, ce projet, financé dans le cadre du plan sectoriel de développement, est venu à point nommé pour soulager les futurs lycéens. Le projet est d'une enveloppe financière de 125 154 382,50 DA et prendra fin sur un délai de 08 mois. L'impact de ses infrastructures scolaires s'est la prise en charge des élèves scolarisés au niveau des cités d'habitats nouvellement créés.

La réduction du taux d'occupations des salles de classes. L'amélioration des conditions de scolarité des élèves et la création d'emplois pendant la réalisation et après la réalisation.

Dans une ambiance le Wali de Tissemsilt Salah El Affani, a présidé hier à la cérémonie de mise en service officielle du nouveau stade communal de Lardjem, chef lieu de daira, complètement rénové et agrandi, en pré-



sence du directeur de la jeunesse et des sports, des autorités locales, civiles et militaires ainsi qu'un bon nombre d'invités, entre autres, des associations sportives, des amoureux de la balle ronde et des anciens footballeurs de la région.

On y retrouve notamment un terrain en gazon synthétique, une piste d'athlétisme, et des vestiaires pour joueurs et arbitres. Entièrement réhabilité, l'enceinte sportive est aujourd'hui prête à accueillir dans des conditions adéquates et requises les footballeurs de la région. Même les jeunes du douar Ouled Zine Nia relevant de la commune de Melaâb ont bénéficié d'un stade de proximité, ou le wali a procédé à la mise en service de cette infrastructure au profit des jeunes du douar.

Le souhait du wali que les projets puissent être livrés dans les délais.

Le wali saisira l'occasion de faire l'évaluation de tous les projets, en ne manquant pas de rappeler aux entreprises chargées de la réalisation de ces derniers, de respecter les délais, afin d'éviter des situations, qui risquent de les mettre en souffrance.

Et c'est la bonne guerre pour un développement intègre et durable.

C'est dans cette optique que les citoyens de la zone rurale des différents douars exposent au wali leurs préoccupations qui tournent autour de leurs problèmes quotidiens, l'AEP,

la route et le logement rural.

Le wali a longuement discuté avec les citoyens, de leurs préoccupations et des voies et moyens à entreprendre pour leurs trouver de solutions, lesquelles viendront de ces programmes de développement dont la finalité est le bien-être de la population. Ainsi au cours de ses visites de travail et d'inspection officielles et inopinées qui l'ont conduit à travers les communes et les douars que compte la wilaya de Tissemsilt, il a pu s'enquérir de visu et entendre les préoccupations des citoyens.

En effet, il a misé depuis sa désignation à la tête de la wilaya de Tissemsilt sur la réflexion, la vision stratégique et l'évaluation des besoins du terrain pour s'attaquer à une dynamique de développement dans tous les secteurs.

Le wali veut assurer aux habitants de la wilaya de Tissemsilt de sa disponibilité pour un développement intègre et durable ainsi que de leur disponibilité à toutes les doléances, ayant trait à leur préoccupation quotidienne.

Tout en organisant des tournées sur le terrain, veut constater les insuffisances et autres lacunes qui caractérisent les communes et les douars, ainsi que l'identification des opérations de développement local, au profit des populations les plus démunies.

SOUK AHRAS: Plus de 20.600 inscrits au fichier de l'Agence de wilaya de l'emploi

Plus de 20600 demandeurs d'emploi ont été inscrits à Souk Ahras au fichier de l'Agence de wilaya de l'emploi (AWEM), au premier trimestre de l'année en cours, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local de cette agence, Abderezak Mazouz.

Ce nombre global d'inscrits représente 14.088 demandeurs n'ayant pas bénéficié d'emploi dont 7.534 hommes et 6.554 femmes, a précisé à l'APS le même responsable, soulignant que 1.339 individus avaient déjà bénéficié d'un poste de travail en plus de 5.217 autres dont 4.803 personnes de sexe masculin disposent des expériences professionnelles.

Les responsables locaux de cette agence, selon le même responsable, œuvrent à travers les visites intensifiées sur le terrain des entreprises écono-



miques à actualiser leurs listes d'offres d'emploi, à suivre les placements réalisés et à sensibiliser les employés sur les avantages et les facilitations offerts dans le cadre de la promotion de l'emploi.

Les services de la même agence prévoient, conformément à l'approbation initiale accordée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, l'installation de

plus de 600 demandeurs d'emploi dans une entreprise étrangère chargée du programme de réalisation de 1.200 logements de type location vente AADL, a-t-on encore noté, soulignant que les profils recherchés sont, entre autres, architectes, topographes, ingénieurs en électricité plomberie, peintre et agents de sécurité.

Il a indiqué, dans ce même contexte, que d'autres entreprises spéciali-

sées dans le secteur du bâtiment seront chargées de la réalisation d'autres projets à l'instar d'un établissement concerné par la construction au chef lieu de wilaya de plus de 1.000 de logements AADL qui permettra l'augmentation du quota des placements et des opportunités d'emploi des jeunes de cette wilaya frontalière.

Pas moins de 820 postes du travail, inscrits au titre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et du secteur administratif, ont été consacrés dans la wilaya en faveur des jeunes de cinq communes frontalières à l'instar des localités de Heddada, de Khedara, d'Ouled Moumène, d'Ain Zana et de Sidi Fredj, ce qui permettra la valorisation de la ressource humaine de ces communes, a-t-on conclu.

TIZI-OUZOU: Plus de 100 séances de sensibilisation sur les risques liés au gaz

Quelques 118 séances de sensibilisation sur les risques liés à une mauvaise utilisation du gaz, ont été menées dans 18 localités de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on indiqué, jeudi, dans un communiqué de la direction locale de la Société de distribution d'électricité et de gaz du centre (SDC, du Groupe Sonelgaz).

Ces séances ont été organisées dans le cadre de la campagne de sensibilisation sur les risques liés à la mauvaise utilisation du gaz qui s'est étalée sur toute la saison hivernale (2018/2019) et qui a été lancée le 1er novembre 2018 à partir du village Ighil Lmal dans la commune de Béni Zmenzer à l'occasion de la mise en service de gaz au profit de 971 foyers, a-t-on indiqué de même source.

Il est, à cette occasion, déploré le décès de deux personnes, un couple du troisième âge, mort par asphyxie le 06 février 2019 à Tizirt. Un total de 84 séances a eu lieu dans des établissements scolaires (les trois cycles confondus), 4 dans les centres de formation professionnelle, 24 en direction du public.

Des démonstrations sur les gestes à observer et les premiers réflexes à acquérir en cas de fuite de gaz ou d'asphyxie au monoxyde de carbone ont été effectués durant ces séances. Des flyers et dépliants ont été distribués et des affiches de sensibilisation placardées dans les places publiques, les halls d'accueil des agences commerciales et dans les immeubles.

Cette campagne organisée avec la collaboration des directions de l'éducation et de la formation et de l'enseignement professionnel, la protection civile, des associations de quartiers et de villages, ont participé à cette campagne, a touché 18 locali-



tés qui sont Ain El Hammam, Béni Douala, Azazga, Makouda, Béni Zmenzer, Mekla, Larbaa N'Ath Irathen, Draa El Mizan, Timizart, Ouadhias, Freha, Abizar, Tizirt, Iloula Oumalou, Mizrana, Draa Ben Khedda, Ouaguenoune et Bouzeguene.

Son objectif était d'accompagner les nouvelles mises en service de gaz naturel dans ces localités, afin de d'inculquer aux populations, les gestes qui leur permettront d'utiliser cette énergie en toute sécurité et de bénéficier du confort qu'elle apporte», selon la même source. Dans son communiqué, la direction de distribution de Tizi-

Ouzou fait état d'un «accroissement en matière de raccordement de nouveaux clients».

Selon les chiffres communiqués un total de 9168 nouveaux clients ont été pris en charge dans les différentes opérations de raccordement au gaz naturel durant le premier trimestre 2019. Avec ces nouveaux branchements, le nombre total des abonnés au gaz naturel de la wilaya a atteint les 221 087 au 31 mars 2019.

Des actions pour améliorer la qualité et la continuité de service par le renforcement et la réhabilitation du réseau gaz déjà existant ont été également entreprises, a-t-on ajouté.

BATNA : Saisie de 90 faux billets de 2000 DA (sûreté)

Pas moins de 90 faux billets de la coupure de 2000 DA ont été saisis par les éléments de la 12ème sûreté urbaine de Batna, a-t-on appris jeudi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Selon la même source, l'opération a été effectuée suite à des informations sur la possession d'une personne de 24 ans d'un montant en faux billets dissimulés à son domicile dont la perquisition après obtention d'une autorisation a permis de trouver un montant de 180.000 DA de faux billets de 2000 DA.

Présenté devant le juge instructeur près la première chambre, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt pour falsification de billets de banque ayant cours légal, a-t-on ajouté.

BLIDA: Neutralisation d'un réseau de contrebande de monnaie

Un réseau de contrebande de monnaie via les frontières à destination de l'étranger a été mis hors d'état de nuire par la brigade économique et financière de la sûreté de wilaya de Blida, a-t-on appris jeudi auprès de la cellule de communication de ce corps sécuritaire.

Les cinq éléments de ce réseau de contrebande s'adonnaient au transfert d'argent à l'étranger, via deux sociétés fictives utilisées pour des pratiques commerciales illégales et suspectes, dans le but d'escroquer les services fiscaux, a indiqué la même source. Cette opération a permis la saisie de quatre véhicules, une moto et un montant de 44.579.200.00 DA, a-t-on précisé, signalant la mise en détention préventive des mis en cause dans cette affaire pour les chefs d'inculpation de «constitution d'un réseau de contrebande de monnaie vers l'étranger» et «faux et usage de faux des documents officiels».

Toujours au titre des efforts de lutte contre le crime sous toutes ses formes et de la préservation de la sécurité des citoyens et de leurs biens, la sûreté urbaine d'Ouled Aïch a réussi à récupérer une moto en l'espace de 24 heures, et arrêter le voleur et sa mise en détention préventive, a-t-on indiqué de même source.

OUM EL BOUAGHI: 5 morts dans un accident de la circulation à Ain Fakroun



Cinq (5) personnes sont décédées dans un accident de la circulation survenu jeudi dans la commune de Ain Fakroun, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile.

La même source a précisé que cet accident s'est produit suite à une collision entre un véhicule touristique et un camion sur la route réservée aux poids lourds de cette localité, signalant que les dépollués des 5 personnes décédées, des jeunes âgés de 21 à 33 ans, ont été transférées à la morgue de l'hôpital de Ain Fakroun par les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de cette même collectivité.

De son côté, la Gendarmerie nationale a ouvert une enquête pour déterminer les causes et les circonstances exactes de ce tragique accident.

APS

MILA: 40.000 doses supplémentaire du vaccin contre la peste des petits ruminants

Un lot supplémentaire de 40.000 doses du vaccin contre la peste des petits ruminants (PPR) a été octroyé à la direction des services agricoles de la wilaya de Mila, a indiqué jeudi l'inspecteur vétérinaire de wilaya, Aboud Ben M'hidi. Selon le même cadre, ce lot est le troisième réservé à la wilaya de Mila dans le cadre de la lutte contre la peste des petits ruminants après une première de 50.000 doses suivie d'une seconde de 40.000 doses livrées la semaine passée.

L'inspecteur vétérinaire a souligné qu'une demande d'un autre lot de 30.000 doses a été élevée au ministère de tutelle pour vacciner tout le cheptel concerné dans la

wilaya qui n'a enregistré que 8 cas confirmés de cette maladie. Aussi, 82 vétérinaires ont été impliqués à la campagne de vaccination qui a touché jusqu'à la fin de la semaine passée 47.184 ovins et 2.950 caprins appartenant à 780 éleveurs essentiellement concentrés dans la partie Sud de la wilaya où la maladie avait fait son apparition.

Les efforts sont consentis pour terminer la campagne de vaccination dans les «plus proches» délais pour protéger le cheptel local de la wilaya composé de 340.000 ovins, 34.000 caprins et 88.000 bovins, est-il indiqué de même source.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : 5 décès et 86 blessés durant le premier trimestre 2019 (sûreté)

Cinq personnes ont été tuées et 86 autres blessées dans 58 accidents de circulation survenus durant le premier trimestre 2019 sur le réseau routier de la wilaya d'Ouargla, a indiqué jeudi la cellule de communication et des relations générales de la sûreté de wilaya. Ces accidents sont dus notamment à l'excès de vitesse,

l'état vétuste de certains tronçons routiers et le non respect des règles de sécurité routière par certains piétons, a-t-on signalé. Les mêmes services ont fait état de l'organisation, durant la même période, dans le cadre du déploiement à travers les différents axes routiers, de 41.410 patrouilles mobiles et pédestres, en

plus de 86.549 contrôles de véhicules. Les opérations de contrôle se sont soldées par l'établissement de 4.889 P-V d'infractions à la circulation à travers la wilaya ainsi que par 1.547 retraits de permis de conduire pour des périodes allant de trois à six mois, selon le bilan établi de la sûreté de wilaya d'Ouargla.

ACCIDENT DE LA ROUTE: 12 personnes décédées et 15 autres blessées en 24 h selon la protection civile

Plusieurs accidents de la circulation ont été enregistrés durant les dernières 24h causant le décès de 12 personnes et des blessures à 15 autres, indique jeudi un bilan de la Protection civile.

Selon la même source, plusieurs accidents de la circulation ont été enregistrés durant cette période dont 10 mortels ayant causé le décès de 12 personnes et des blessures à 15 autres, évacués vers les établissements de santé.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Biskra avec 02 personnes décédées et une autre 01 blessée, suite à une collision entre un véhicule et 01 bus, survenue sur la RN n 46, commune de Chaïba daïra d'Ouled Djellal.

Par ailleurs, les secours de la protection civile sont également intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 02 personnes incommodes par le monoxyde de carbone CO émanant des appareils de chauffages et chauffe-bain, au niveau des wilayas de Médéa et de B.B.Arreridj.

CANADA: 3 alpinistes présumés morts dans une avalanche dans le parc de Banff

Trois alpinistes professionnels, dont deux Autrichiens et un Américain, ont disparu et sont présumés morts dans une avalanche après avoir tenté d'escalader un sommet du parc national de Banff, dans l'Ouest canadien, a annoncé jeudi l'agence fédérale des parcs.

Les trois alpinistes de renommée mondiale, l'Américain Jess Roskelley, 36 ans, et les Autrichiens Hansjörg Auer, 35 ans et David Lama, 28 ans, selon des médias spécialisés, ont disparu mardi soir et les autorités ont lancé des recherches aériennes mercredi.

Les trois hommes, décrits comme «des athlètes de montagne professionnels et très expérimentés», tentaient l'ascension de la face est du col Howse, au nord de Banff, en Alberta, une route «isolée» qui constitue «un objectif exceptionnellement difficile», a déclaré Parcs Canada dans un communiqué.

Les sauveteurs ont trouvé des «signes de nombreuses avalanches et des débris contenant de l'équipement d'escalade», selon Parcs Canada, qui précise que «basé sur l'évaluation de la scène, Parcs Canada présume que les trois membres du groupe sont décédés».

De mauvaises conditions météorologiques ont favorisé les risques d'avalanche dans ce secteur montagneux à la frontière entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, selon l'agence fédérale. Les recherches ont dû être interrompues «en raison d'avalanches supplémentaires et de conditions dangereuses sur les lieux».

SOUDAN DU SUD: 6.000 enfants réunis avec leur famille, des milliers restent séparés

Environ 6.000 enfants sont désormais réunifiés avec leurs parents au Soudan du Sud après des années de séparation dues au conflit, ont annoncé jeudi l'UNICEF, Save the Children, et leurs partenaires.

Les près de cinq années de conflit au Soudan du Sud et le déracinement quatre millions de personnes à travers le pays ont provoqué la séparation de milliers d'enfants dans le pays.

Près de 8.000 enfants sud-soudanais sont toujours portés disparus ou séparés, selon l'UNICEF.

Les enfants séparés et non accompagnés sont plus exposés à la violence, aux mauvais traitements et à l'exploitation, ce qui fait de leur retour chez leurs parents une priorité urgente pour l'UNICEF, Save the Children et leurs partenaires.

Selon l'UNICEF, l'accord de paix signé en septembre 2018 a incité les réfugiés des pays voisins à rentrer au Soudan du Sud et leur a permis d'accéder à des zones auparavant inaccessibles. «Si la paix se maintient, cela peut être l'occasion d'accélérer la recherche et la réunification des familles, si un financement adéquat est assuré pour le programme», ont expliqué les humanitaires. La recherche des familles demeure toutefois une activité à forte intensité de main-d'œuvre en raison de l'accès limité aux routes, à la téléphonie mobile et à la connectivité d'internet au Soudan du Sud.

Le programme est ainsi fortement tributaire des travailleurs sociaux qui parcourent de longues distances à pied et qui frappent aux portes pour retrouver les enfants et leurs parents.

«Malgré toutes les difficultés, nous voyons presque chaque semaine un ou plusieurs enfants ramenés dans leur famille.

C'est en grande partie grâce à tous les partenaires de recherche et de réunification des familles au Soudan du Sud», a déclaré le Représentant de l'UNICEF au Soudan du Sud, Mohamed Ag Ayoya.

«Pour ramener le reste des enfants chez eux, nous avons besoin de partenariats solides et du soutien de la communauté internationale».

MOZAMBIQUE: Le cyclone Idai risque de priver plus de 305 000 enfants d'accès à l'éducation au Mozambique, selon l'UNICEF

Au Mozambique, plus de 305 000 enfants ont dû interrompre leurs études en raison des dommages causés par le cyclone Idai, a déclaré jeudi le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

Plus de 3 400 salles de classe ont été endommagées ou détruites dans les régions touchées par le cyclone. D'autres écoles ont besoin d'importants travaux de réhabilitation après être utilisées comme abris d'urgence, a indiqué l'UNICEF dans un communiqué de presse.

L'UNICEF a exhorté les partenaires humanitaires à continuer à travailler de concert pour mettre en œuvre des solutions, en créant par exemple des centres d'apprentissage temporaires pour que les enfants puissent retourner à l'école le plus rapidement possible.

Toute interruption prolongée de l'accès à l'éducation pourrait avoir des conséquences dévastatrices à court et à long terme pour les enfants, a-t-il averti.

L'éducation est également essentielle aux enfants pour les aider à retrouver un sentiment de normalité après un événement traumatique tel qu'un cyclone de grande envergure, mais aussi pour contribuer à leur développement à long terme et à leurs perspectives d'avenir, a indiqué l'UNICEF.

L'UNICEF craint par ailleurs que les dommages causés aux infrastructures éducatives ne conduisent à une aggravation de ce qui constituait déjà un faible taux de scolarisation et de réussite scolaire au Mozambique.

Sur l'ensemble du pays, moins de 20 % des enfants en âge d'aller à l'école secondaire sont actuellement



scolarisés. Le taux de décrochage pourrait encore augmenter si les familles dont les biens ou les moyens de subsistance ont été affectés par le cyclone sont contraintes de faire travailler leurs enfants pour joindre les deux bouts, a-t-il déclaré.

L'UNICEF propose un soutien financier à court terme aux enseignants touchés par la catastrophe, afin de les aider à reconstruire leur vie et à reprendre l'enseignement.

L'agence de l'ONU fournit également des fournitures scolaires et des kits de développement pour la petite enfance, et travaille à créer des centres d'apprentissage temporaires, distribuer des tentes scolaires, réparer les installations sanitaires et l'ali-

mentation en eau dans les écoles, nettoyer et désinfecter des écoles, et former les enseignants pour qu'ils puissent apporter un soutien psychosocial aux enfants, selon le communiqué de presse.

Les besoins du Mozambique restent cependant massifs, 1 million d'enfants ayant toujours besoin d'aide.

L'UNICEF a en conséquence lancé un appel de fonds pour réunir 122 millions de dollars américains, afin de pouvoir financer pendant les neuf prochains mois son aide humanitaire aux familles et aux enfants touchés par le cyclone et ses conséquences au Mozambique, au Zimbabwe et au Malawi.

IMMIGRATION: Un millier de migrants cubains à la frontière du Mexique avec les Etats-Unis

Un millier de migrants cubains sont arrivés dans la ville mexicaine de Ciudad Juarez à la frontière avec les Etats-Unis et 400 autres ont rejoint une importante caravane de Centreaméricains qui avance vers le territoire américain dans le sud-est du Mexique, ont rapporté jeudi des sources officielles.

«Les Cubains ont commencé à arriver lundi avec environ 260 personnes, mardi 252, hier (mercredi) 350 et aujourd'hui (jeudi) 130 migrants enregistrés.

Un autre groupe est en attente d'enregistrement»,

a indiqué Enrique Valenzuela, coordinateur d'un organisme qui prend en charge les migrants de Chihuahua, l'Etat où se trouve Ciudad Juarez.

Nombre de ces Cubains qui entendent demander l'asile aux Etats-Unis sont venus en famille.

Parallèlement, dans l'extrême sud du Mexique, environ 5.000 migrants de diverses nationalités ont formé plusieurs caravanes et traversent l'Etat du Chiapas, à la frontière avec le Guatemala, vers le territoire américain, selon l'Institut national de migration (INM). Jeudi, environ

400 Cubains ont rejoint l'une de ces caravanes -- composée d'Honduriens, de Salvadoriens, de Nicaraguais et de Guatémaltèques --, dans la municipalité de Tuzantán, après que la police les a empêchés de continuer leur voyage vers le nord à bord d'autobus.

Des centaines de milliers de migrants, notamment d'Amérique centrale, franchissent chaque année la frontière sud du Mexique avec pour but de parvenir aux Etats-Unis à la recherche d'une vie meilleure. Le gouvernement mexicain a annoncé mer-

credi qu'il allait commencer à distribuer des titres de séjour «régionaux» limitant le déplacement de ces migrants aux Etats du sud du pays, avec pour objectif d'empêcher leur marche vers les Etats-Unis.

Le président américain Donald Trump -- qui a déployé des militaires à la frontière avec le Mexique et veut construire un mur pour tenir à distance les migrants clandestins --, exhorte régulièrement le Mexique à arrêter les clandestins sur son sol et a menacé de de multiples reprises de fermer la frontière entre les deux pays.

AFRIQUE DU SUD: Au moins 13 morts suite à des intempéries

Au moins treize personnes sont mortes et plus d'une dizaine d'autres ont été blessées, jeudi soir, en Afrique du Sud par l'effondrement partiel du toit d'une église au cours d'une messe dans la province du KwaZulu Natal (nord-est) suite à de fortes pluies, ont rapporté des médias locaux.

L'accident s'est produit jeudi soir dans une église de la ville de Dlangubo, au nord de la troisième ville du pays Durban, lors d'une messe, ont ajouté les mêmes sources citant le porte-parole du département provincial des Affaires locales, Lennox Mabaso. «Le



toit du bâtiment s'est effondré à cause des fortes pluies d'hier soir (jeudi soir)», a déclaré M. Mabaso sur la chaîne d'information eNCA, précisant «qu'à l'heure qu'il est il a été enregistré 13 morts». Un porte-parole des services d'urgence de la province (EMS), Rabert McKenzie, a confirmé ce bilan. «Quelle tragédie : 13 morts et 16 personnes blessées traitées par les services d'urgence», a-t-il écrit sur son compte Twitter. Les autorités locales étaient en route pour les lieux de l'accident, a indiqué Lennox Mabaso.

GREFFE HÉPATIQUE PÉDIATRIQUE: Un processus thérapeutique adapté pour une meilleure prise en charge des patients

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tidjani Hassan Haddam a dévoilé, jeudi à Alger, la mise en place en cours d'un processus thérapeutique adapté au profit des enfants bénéficiaires d'une greffe hépatique, pour leur assurer une meilleure prise en charge notamment un suivi médical post-opératoire et leur éviter d'éventuelles complications.

Supervisant en compagnie du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Miraoui Mohamed, les travaux de la première journée nationale sur la greffe hépatique pédiatrique, le ministre a annoncé la mise en place en cours d'un processus thérapeutique adapté au profit des enfants bénéficiaires d'une greffe hépatique pour leur assurer une meilleure prise en charge notamment un suivi médical post-opératoire et leur éviter d'éventuelles complications.

Ce programme prévoit la réduction de la durée de la prise en charge du patient à l'étranger, en lui assurant d'abord une bonne préparation en Algérie pour une durée de deux mois, avant de le transférer à l'étranger pour subir l'intervention chirurgicale. Cette procédure vise à parvenir à long terme à la maîtrise de toutes les étapes du processus thérapeutique afin d'effectuer les opérations de greffes en Algérie. A ce propos, M. Haddam a souligné que les services de la sécurité sociale avaient pris en charge, entre 2015 et 2018, le transfert de 29 enfants à l'étranger pour effectuer la greffe hépatique, relevant que les autorités publiques ont entamé, depuis des années, la mise en place «d'une stratégie bien ficelée» pour le système de sécurité sociale, visant «la rationalisation des dépenses et la préservation des équilibres financiers, sans pour autant porter atteinte au droit d'accès des citoyens aux soins».

Le nombre de patients transférés à l'étranger pour des soins a diminué de 90 % durant les dix dernières années et ce grâce au programme commun tracé par les services de la sécurité sociale et de la santé publique, dans le cadre du développement des compétences nationales notamment à travers les conventions signées avec des établissements de santé étrangers en matière de transfert de technologies, a indiqué le ministre du Travail. Relevant que le système de



la sécurité sociale œuvre à assurer «une meilleure protection sociale et des prestations sanitaires de qualité» aux citoyens, en collaboration avec le secteur de la santé publique, le ministre a indiqué que la sécurité sociale contribue à la gratuité des soins à travers «le forfait hôpitaux dont le montant s'élève cette année à 88 milliards DA». Pour M. Haddam, cette journée qui a vu la participation d'experts spécialistes se tient en prélude à un séminaire international prévu en septembre prochain à Alger.

Pour sa part, le ministre de la Santé a mis en avant la grande importance accordée par son secteur au dossier de la greffe des membres en général et à la greffe pédiatrique hépatique en particulier, ajoutant que toutes les procédures inhérentes aux activités de prélèvement et de greffe d'organes, de don de sang, d'assistance médicale à la procréation et de recherche biomédicale comptaient désormais parmi les priorités du secteur, eu égard «au besoin pressant de développer cette activité, dicté par l'état des malades d'une part et la disponibilité des moyens matériels et humains d'autre part». La création d'une Agence

nationale de greffe d'organes consacrée en vertu de l'article 356 de la nouvelle loi sur la santé «constitue une preuve supplémentaire de l'engagement du secteur à aller de l'avant dans le développement de cette activité au profit des malades», et il en est de même pour la création d'un établissement hospitalier spécialisé dans la greffe d'organes dans la wilaya de Blida qui sera chargé de «développer les opérations de greffe, toutes spécialités confondues».

Dans le cadre de cette démarche et grâce aux efforts des équipes médicales et paramédicales, à travers les différents établissements de santé concernés par cette activité, 263 opérations de greffe hépatique ont été effectuées en 2018, en sus de 7 opérations de greffe de foie chez les adultes et 416 greffes de cornée, outre les implants cochléaires désormais accessibles au niveau de tous les services ORL.

Enfin, le ministre a préconisé «la poursuite des efforts et la coordination» entre les secteurs concernés pour atteindre les objectifs tracés, rappelant l'importance de la formation continue qui constitue, selon lui, «un maillon important» pour la réussite de ce programme.

OUARGLA: Démarches pour accroître les opérations de pose d'implants cochléaires pour enfants

D'intenses démarches sont entreprises pour revoir à la hausse le nombre d'opérations de pose d'implants cochléaires chaque année au profit d'enfants sourds ou malentendants de la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris jeudi auprès de l'association locale des sourds-muets «Hemset Amel» (lueur d'espoir). Ces opérations, de grande précision dans le domaine de la chirurgie ORL (oto-rhino-laryngologie), ouvriront de larges espoirs aux 159 enfants présentant une infirmité auditive, inscrits sur listes d'attente pour ce type d'interventions, a indiqué le président de l'association précitée. L'association, chargée de l'accueil, l'orientation et la programmation des dossiers d'enfants sourds-muets pour bénéficier d'opérations du type dans le cadre du programme de jumelage inter structures de santé, s'emploie à obtenir une hausse du nombre d'interventions de pose de la prothèse auditive en question, dans le but d'une meilleure prise en charge de cette catégorie sociale, dont l'âge avoisine les six ans, âge propice pour de pareilles interventions, a expliqué Derbali Saâd.

«Le nombre d'interventions accordé aux enfants demeure faible par rapport aux inscrits sur les listes d'attente, dont certains provenant d'autres wilayas du pays», a affirmé M. Derbali, signalant que deux opérations de pose d'implants cochléaires ont été effectuées en mars dernier, en plus de 60 opérations au profit d'enfants présentant des maladies d'ORL dans le cadre d'un jumelage entre l'établissement public hospitalier (EPH) Mohamed Boudiaf d'Ouargla et le Centre hospitalo-universitaire de Kouba (Alger). Huit (8) interventions de pose d'implants cochléaires avaient été effectuées l'année dernière au profit d'enfants de moins de six ans, en attendant la programmation d'un nombre similaire avant la fin du mois d'avril en cours, a fait savoir M. Derbali. Elles figurent parmi 80 opérations du type menées depuis 2009, date de lancement du projet de pose d'implant cochléaire au niveau de l'EPH d'Ouargla au profit d'enfants issus de différentes régions dans le Sud du pays.

L'association s'emploie à assurer les consultations médicales nécessaires au profit des futurs bénéficiaires d'implants en vue d'évaluer leur capacité de recevoir ce genre d'implants et à sensibiliser leurs parents sur ces interventions délicates menées dans le cadre de la lutte contre la surdité, en plus de leur suivi postopératoire et leur réadaptation à travers des séances d'orthophonie.

L'ouverture d'un Centre spécifique à l'EPH-Ouargla pour la pose d'implant cochléaire figure parmi les doléances de l'association «Hemset Amel» qui recense, depuis sa création en 2007, plus de 200 membres.

L'association, a indiqué son président, reçoit les dossiers et les parents des sourds-muets pour orienter et programmer leurs interventions chirurgicales, en plus d'œuvrer à insérer cette infirmité sur la liste des maladies chroniques pour garantir le remboursement de l'appareil et des batteries, jugés «trop chers».

SIDI BEL-ABBÈS: Caravane médicale à travers des zones déshéritées du sud de la wilaya

Une caravane médicale a été lancée pour sillonner des agglomérations des zones déshéritées du sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès dont Ras El Ma et Faraat Ezzit, a-t-on appris jeudi auprès de la cellule d'information de la direction de la santé et la population (DSP).

La caravane médicale relevant de l'établissement public de santé de proximité de Telagh prend en charge, depuis mercredi, des consultations médicales aux personnes atteintes de maladies chroniques, ainsi que garantir la vaccination contre la rougeole et la rubéole pour les enfants non scolarisés et offrir des consultations de chirurgie dentaire. Cette caravane, qui compte 10 généralistes et chirurgiens dentistes, une sage-femme et des infirmiers, vise à rapprocher les prestations médicales des citoyens, offrir un dépistage précoce et orienter des malades vers les établissements de santé et hôpitaux.

Cette opération, inscrite dans le cadre de la stratégie nationale du ministère de tutelle pour se rapprocher des zones reculées dépourvues de structures sanitaires et de couverture, comporte des campagnes de sensibilisation de prévention contre les maladies chroniques et le dépistage précoce de certaines maladies. Cette caravane médicale en cours intervient durant une semaine pour l'ouverture de la campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole prévue le 21 avril au niveau de la polyclinique et salles de soins de la cité 50 logements de Ras El Ma. Il s'agit de la 4^e caravane du genre destinée cette année au sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, surtout les régions de Ras El Ma, Tamlakou, Ain Chafoua et Ramlia en vue du suivi des maladies et leurs orientation vers les hôpitaux spécialisés, en plus de leur épargner les déplacements.

CONSTANTINE: Des centaines de cas de cœliaque diagnostiqués annuellement

Plusieurs centaines de cas de cœliaque parmi les enfants notamment sont diagnostiqués annuellement dans la wilaya de Constantine, a révélé jeudi la présidente de l'association Sounboula des malades cœliaque, Dr Salima Kassama.

«Le diagnostic précoce de la maladie cœliaque (MC), une maladie chronique de l'intestin déclenchée par la consommation de gluten, permet de contenir liées à cette pathologie notamment à l'âge adulte», a précisé la praticienne au cours d'une journée médicale sur cette maladie, organisée à la maison de la culture Malek Haddad.

Elle a dans ce contexte appelé à définir les rôles

respectifs du médecin généraliste et du pédiatre considérés comme le «maillon fort» du cycle de suivi et de prise en charge de cette entéropathie inflammatoire chronique auto-immune provoquée par le gluten, chez des personnes prédisposées génétiquement.

Dans ce sens la même responsable qui a insisté sur le volet sensibilisation du personnel soignant qui s'occupe des personnes souffrant de la maladie cœliaque, a fait part de l'importance de l'implication de la société, les industriels notamment dans le processus de prise en charge de cette catégorie qui, a-t-elle soutenu, est contrainte de consommer des produits alimen-

taires chers et pas toujours disponibles sur le marché».

Le rôle de la famille dans la prise en charge de ces malades a été largement évoqué par les participants à cette journée (médecins et nutritionnistes) qui ont appelé à l'implication des psychologues dans le protocole de prise en charge de ces malades.

«Avec les enfants atteints de cœliaque, il est impératif de les sensibiliser plutôt que de leur interdire tel ou tel aliment», a estimé Dr Dounia Bouchedja, maître de conférence à l'Institut de la nutrition, de l'alimentation et des technologies agro-alimentaires (INATAA). La spécialiste en

nutrition qui a préconisé de revenir au mode de consommation adopté par nos ancêtres, «sain et équilibré» pour réduire la propagation de ce genre de maladies, a appelé à l'introduction dans le système de sécurité sociale de l'Algérie des options de remboursement des aliments consommés par cette catégorie de malade.

De son côté, le pédiatre Farid Amirèche, rappelant que le traitement de la MC repose sur l'éviction du gluten (farines de blé, seigle, orge) de la liste des aliments à consommer, a indiqué «qu'un régime strict sans gluten (RSG) demeure indispensable pour éviter le retard de croissance chez les enfants et autres complications».

STRESS

Hommes et femmes ne réagissent pas de la même manière

Face au stress, les réactions cardiovasculaires et psychologiques sont différentes chez les hommes et chez les femmes. Ces différences de réactions devraient être prises en compte par les médecins lorsqu'ils évaluent le risque cardiaque de leurs patients.

Plusieurs études ont déjà montré que le stress pouvait avoir des répercussions sur le cœur, au point qu'il multiplie par deux le risque de crise cardiaque. Mais une nouvelle étude publiée dans le *Journal of the American College of Cardiology* affirme que ces effets diffèrent chez les hommes et chez les femmes.

Une étude sur 310 personnes soignées pour une pathologie du cœur

Une équipe de recherche, dirigée par le Dr Zainab Samad, professeur adjoint de médecine à l'Université Duke (États-Unis), a suivi 310 personnes (56 femmes et 254 hommes) qui étaient soignées pour une pathologie cardiaque et qui avaient intégré une étude sur l'ischémie myocardique générée par le stress (étude REMIT).

Les chercheurs leur ont demandé d'effectuer trois tâches générant du stress : un test de calcul mental, un test de dessin en miroir et une conversation téléphonique avec une personne en colère. Ils ont ensuite participé à un test d'effort en courant sur un tapis roulant. Au cours de chaque tâche et pendant les périodes de repos, leur fréquence car-

diaque et leur tension artérielle a été mesurée. Des échantillons sanguins ont également été prélevés et les modifications du rythme cardiaque ont été suivies avec un échographe. Cela a permis à l'équipe du Dr Samad, de constater que les effets du stress sur le cœur varient considérablement entre les hommes et les femmes.

Le stress génère des émotions négatives chez les femmes

"Les femmes exposées au stress mental sont plus susceptibles que les hommes de souffrir d'ischémie myocardique, une réduction du flux sanguin vers le cœur. Les femmes stressées ont également une incidence plus élevée d'aggrégation plaquettaire, c'est-à-dire de début de formation de caillots sanguins. Enfin, le stress génère plus d'émotions négatives que positives chez les femmes" affirment les chercheurs. Chez les hommes, en revanche, le stress provoque plus de modifications de la tension artérielle et du rythme cardiaque. Les chercheurs déclarent toutefois que d'autres études seront nécessaires pour voir les effets du stress sur le long terme.



Les incivilités, une source de stress sous-estimée

Stress, fatigue, insomnie : un salarié sur trois reconnaît souffrir des impolitesse dans le lieu de travail.

Les remarques désobligeantes de certains collègues, un autre qui ne dit pas bonjour, des conversations bruyantes qui vous empêchent de travailler : ces petites choses qui peuvent paraître insignifiantes dans le quotidien de bureau peuvent avoir un effet boulet de neige à en affecter la santé des personnes concernées. Les incivilités minent les Français. Tel est le constat de l'étude du cabinet Iféas, qui met le doigt sur un problème insuffisamment pris en compte dans le monde du travail. Le sondage libère la parole et révèle

qu'un Français sur deux se dit victime des incivilités au travail. Des discourtoisies qui seraient en recrudescence ces quelques années, selon 46 % des sondés. Effet de la crise ? Rien à voir, selon Xavier Alas Luquet, interrogé par Le Figaro : "Lorsque le climat dans l'entreprise est mauvais, que les salariés craignent pour leur emploi, ils ont aussi tendance à surinterpréter chaque geste. La sensibilité à l'incivilité augmente".

Du côté des sondés, 29 % blâment le monde du travail. Mais la montée des impolitesse est liée surtout "à une évolution sociale et culturelle" ou encore "aux nouvelles tech-

nologies" (qui fragilisent la communication ?).

Problème, certains salariés en payent le prix fort : un salarié sur trois affirme que ces incivilités nuisent à leur santé ; difficultés à dormir, stress...

Sans surprise, les plus exposés au manque de respect sont les salariés en contact avec le client (54% des incivilités). Mais les collègues ont leur part de responsabilité (48%).

Ces chiffres étonnants sont à l'opposé de l'image de convivialité véhiculée par une précédente étude TNS-Sofres de février 2013. 8 Français sur 10 s'estimaient alors heureux au bureau.

On a découvert pourquoi le stress abîme le cœur

Pour la première fois, des scientifiques ont découvert un lien biologique entre le stress et l'inflammation des vaisseaux qui peut conduire à la crise cardiaque.

On sait de longue date que le stress même mineur est mauvais pour notre cœur et qu'il va jusqu'à réduire de 20% notre espérance de vie. Mais cette fois, les chercheurs de l'École de médecine de Harvard (États-Unis) viennent enfin de découvrir le lien biologique entre le stress chronique et l'infarctus. Le stress déclenche notre "mécanisme de lutte" qui consiste à envoyer une montée d'adrénaline vers le cœur afin d'augmenter le flux sanguin et permettre au corps de se battre ou de courir lorsqu'il perçoit une menace. Mais dans le même temps, ce même



stress envoie des signaux à notre système immunitaire qui augmente alors la production de globules blancs. Malheureusement, cet afflux régulier de leucocytes provoque une inflammation des artères qui peut se révéler redoutable si les artères sont déjà en partie bouchées (ce qu'on appelle l'athérosclérose).

En effet, lorsque des artères endommagées doivent faire face à une inflammation, cela peut provoquer des lésions et libérer des caillots dans le sang, qui à leur tour, vont provoquer une crise cardiaque.

Le stress, facteur de risque de nombreuses maladies. C'est ce scénario que l'équipe du Dr Matthias Nahrendorf a mis en évidence en constatant que les patients de l'hôpital général du Massachusetts

régulièrement exposés à un stress chronique avaient de très importants pourcentages de globules blancs dans le sang. En menant leurs recherches plus avant, ils ont constaté le même phénomène chez des souris soumises à un stress régulier et ont alors découvert que leurs artères se bouchaient et qu'elles étaient victimes de crises cardiaques.

L'exposition au stress est un facteur de risque pour de nombreuses maladies : l'endommagement la mémoire, il aggrave les réactions allergiques, "et il est cause de crise cardiaque et d'AVC" insistent les chercheurs de Harvard qui veulent maintenant travailler à la recherche d'un antidote qui inhiberait la production de globules blancs en cas de stress chronique.

La modification d'une protéine pourrait augmenter la vulnérabilité au stress



L'altération d'une protéine appelée OCT2 augmente la réponse au stress chez les souris et pourrait avoir les mêmes effets chez les humains, selon les résultats d'une étude scientifique française.

Les chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) ont réalisé une étude scientifique sur des souris pour comprendre pourquoi certains individus étaient plus sensibles au stress que d'autres.

«Un stress répété entraîne, chez certains individus seulement, un risque de dépression. Cette variabilité s'expliquerait entre autres par une différence dans l'activité du produit de certains gènes, en plus de l'exposition au stress», explique Sophie Gautron, coauteur de cette étude.

Les chercheurs se sont focalisés sur la protéine OCT2, car de précédentes études avaient révélé qu'elle était hyper sensible à la cortisone, l'hormone du stress. Ils ont altéré ce gène chez les rongeurs et les ont soumis à un stress répété.

Cette protéine OCT2 est un déterminant génétique dans la sensibilité au stress chez la souris. En effet, les chercheurs ont observé que les rongeurs ont développé un grand nombre de syndromes dépressifs. Les souris sont devenues moins autonomes, ont eu des troubles de mémoire spatiale ou encore des problèmes d'interaction sociale. Elles présentaient aussi des niveaux plus élevés de corticostérone.

Si ces conclusions ont été obtenues sur des rongeurs, les chercheurs de l'Inserm semblent penser qu'elles peuvent s'appliquer sur l'homme et apporter des réponses pour améliorer la vulnérabilité de certaines personnes au stress.

Une amélioration de la gestion du stress

«Ces travaux suggèrent d'ores et déjà qu'une altération de l'activité de cette protéine pourrait perturber la réponse au stress et contribuer au risque associé de dépression», explique Sophie Gautron. «Cela ouvre plusieurs pistes de travail. En effet, certains médicaments utilisés dans la lutte contre le cancer ou le diabète bloquent ces transporteurs. Il est possible que certaines de ces molécules diffusent dans le cerveau et il est donc nécessaire de vérifier s'ils n'altèrent pas la réponse au stress. Par ailleurs, dans le cadre d'un projet ANR (Agence nationale pour la recherche), nous allons travailler avec des chimistes pour développer des molécules ciblant ce transporteur, capables de potentialiser l'effet des antidépresseurs», conclut-elle.

VERGETURES COMMENT LES ATTÉNUER ?

Bien souvent peu prises au sérieux par les dermatologues, les vergetures peuvent pourtant créer de véritables complexes. Bien qu'il soit impossible de les faire disparaître complètement, il est possible de les atténuer. Le point sur les traitements envisageables avec notre dossier.



Qu'est-ce qu'une vergeture ?

Les vergetures ressemblent à des cicatrices. Elles résultent d'une lésion du derme qui entraîne une perte de fibres de collagène et d'élastine et une réorganisation anormale des fibres restantes du derme, la partie profonde de la peau. Leur survenue est un phénomène complexe dans lequel entrent en jeu le statut hormonal, les antécédents familiaux, le poids et la taille, le type de peau ou encore la prise de corticostéroïdes (ocaux ou généraux). L'adolescence et la grossesse sont des périodes fréquentes de l'apparition de vergetures. Elles séjournent généralement dans les zones de mise en tension cutanée : hanches, cuisses, seins... Les femmes que les hommes peuvent être concernés.

Comment traiter les vergetures récentes et rouges ?

Lorsqu'elles sont prises peu de temps après leur apparition, c'est à dire au stade initial inflammatoire, les vergetures sont alors rouges

violacées, avec un aspect parfois bombé. Elles peuvent aussi démanger. C'est à ce stade qu'elles sont les plus faciles à traiter. Parmi les traitements envisagés par les dermatologues, les plus efficaces sont les crèmes à base de tréinoïne (forme acide de la vitamine A), sur ordonnance, éventuellement associée à de l'acide glycolique, à appliquer quotidiennement. Le but : favoriser la production de collagène pour atténuer les vergetures. Ce traitement convient généralement à toutes les peaux mais ne doit jamais être utilisé durant la grossesse. Pour les peaux claires, le laser vasculaire Nd YAG 1064 nm peut également aider à limiter le préjudice esthétique en stimulant la production de nouvelles fibres de collagène. Parlez-en à votre dermatologue.

Comment traiter les vergetures anciennes et blanches ?

Les vergetures matures se présentent comme des cicatrices atrophiques blanchâtres. A ce stade cicatriciel, elles sont plus difficiles à traiter. Pourtant, il existe des options

thérapeutiques, comme l'application locale de crèmes à la vitamine A acide.

Pour les peaux claires, le laser fractionné ablatif permet, grâce à une action chauffante, de lisser la peau et de booster la production des fibres du derme en profondeur. Pour toutes les peaux, le laser fractionné non ablatif permet également d'obtenir de bons résultats. A savoir : le laser fractionné entraîne des rougeurs et l'apparition de petites croûtes sur les zones traitées ; l'utilisation d'une crème cicatrisante est recommandée après chaque séance.

Le meilleur traitement contre les vergetures : la prévention

Les vergetures ne pouvant pas disparaître totalement, la prévention est essentielle. Lors de période de changements hormonaux ou de poids, comme durant l'adolescence ou la grossesse, l'idéal est donc d'appliquer chaque jour un soin approprié (notamment une crème formulée avec de la centella asiatica ou une huile végétale comme l'huile d'amande douce pour assouplir la peau). Pour de bons

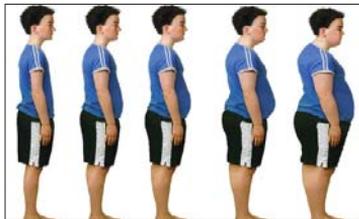
L'OBÉSITÉ ACCÉLÈRE LE VIEILLESSEMENT DU FOIE

Des chercheurs américains ont démontré que l'obésité augmentait le vieillissement prématuré du foie, ce qui expliquerait l'apparition de cancers du foie et de diabète chez les individus obèses.

L'obésité a longtemps été soupçonnée d'augmenter le vieillissement de l'homme. Mais jusqu'à alors, aucune étude scientifique n'en avait fourni la preuve. Aujourd'hui c'est chose faite. Une équipe américaine vient de publier dans la revue scientifique PNAS des résultats qui montrent que l'obésité accélère le vieillissement du foie.

Pour arriver à cette conclusion, les chercheurs ont mis en place une « horloge du vieillissement » : un outil de comptabilisation du temps, qui peut indiquer avec précision l'âge biologique des organes, des tissus et des cellules qui les composent. C'est ensuite grâce à cet outil que l'équipe de recherche a fait le lien entre obésité et vieillissement du foie.

Les chercheurs ont évalué l'âge de près de 1200 échantillons de tissus humains, dont 140



étaient des échantillons de foie. Parallèlement, l'équipe a noté le poids, la taille et l'indice de Masse Corporelle (IMC) des individus à partir desquels les échantillons ont été prélevés.

3 ans de plus pour le foie pour chaque augmentation de 10 de l'IMC

Les chercheurs ont observé que pour chaque hausse de 10 de l'IMC (normalement compris entre 18 et 25, supérieur à 30 chez

les obèses), l'âge du foie augmentait de 3,3 ans.

Par exemple, les chercheurs expliquent que, pour une femme d'environ 1 mètre 60 et de 63 kilos, l'IMC est égal à 23,3. Pour une femme de la même taille, mais de 90 kilos, l'IMC sera de 33,3, soit 10 de plus que la première femme. Le foie de la seconde serait donc âgé de trois ans de plus que celui de la femme à l'IMC dit normal. D'après l'étude, une rapide perte de poids n'inverserait pas à court terme l'accélé-

ration du vieillissement du foie.

En revanche, les chercheurs n'ont trouvé aucune corrélation entre l'âge de la graisse, des muscles ou encore des tissus sanguins et l'obésité. « L'augmentation de l'âge des tissus du foie des personnes obèses devrait fournir des indications sur les comorbidités liées au foie, fréquentes en cas d'obésité, telles que la résistance à l'insuline et le cancer du foie », expliquent les chercheurs. « Ces résultats soutiennent l'hypothèse que l'obésité est associée à un vieillissement accéléré, et souligne une fois de plus l'importance du maintien d'un poids de santé ».

Dans ses prochaines recherches, l'équipe va tenter de trouver s'il existe un moyen d'éviter le vieillissement biologique du foie chez les obèses, pour réduire les risques de cancer du foie et de diabète. Pour cela, les chercheurs envisagent de créer des modèles biologiques en laboratoire, qui leur permettront de déterminer les mécanismes moléculaires sous-jacents, à l'origine du vieillissement du foie.

MALI: Démission du Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga

Le Premier ministre malien Soumeylou Boubèye Maïga a présenté jeudi sa démission au chef de l'Etat Ibrahim Boubacar Keïta, qui l'a acceptée, selon un communiqué de la présidence. La démission de M. Maïga, en poste depuis près de 16 mois, intervient à quelques heures de l'examen par l'Assemblée nationale d'une motion de censure du gouvernement déposée par des députés de l'opposition mais aussi de la majorité.

Il a présenté sa démission ainsi que celle de ses ministres, selon le texte. M. Keïta a accepté la démission du Premier ministre et celle du gouvernement, et l'a remercié pour sa loyauté et son sens élevé du devoir, a précisé la présidence. «Un Premier ministre sera nommé très prochainement et un nouveau gouvernement sera mis en place, après consultation de toutes les forces politiques de la majorité et de l'opposition», selon le communiqué.

SOUDAN: 14 jour de sit-in devant le QG de l'armée à Khartoum

Des milliers de Soudanais étaient rassemblés vendredi devant le QG de l'armée à Khartoum, croissant la pression sur les nouveaux dirigeants militaires appelés à transférer rapidement le pouvoir à une administration civile, ont rapporté des médias locaux.

Il y a quatre mois pour jour, un mouvement populaire a commencé au Soudan pour protester au départ contre le triplement du prix du pain dans un pays à l'économie exsangue. Il s'est rapidement transformé en contestation contre le général Omar el-Béchir qui a été destitué le 11 avril par l'armée après près de trois décennies au pouvoir.

Depuis son renversement, un Conseil militaire de transition dirigé par le général Abdel Fattah al-Burhane a pris le pouvoir et a résisté jusque-là aux appels des manifestants à le transférer à une administration civile.

Déterminés à maintenir la pression, les Soudanais campent depuis le 6 avril devant le QG de l'armée dans le centre de Khartoum.

Au 14e jour du sit-in, des milliers de personnes étaient toujours rassemblées là.

Jeudi, les routes menant au secteur étaient noires de monde, après un appel à la mobilisation lancé par des militants sur les réseaux sociaux.

«Pouvoir aux civils, pouvoir aux civils», ont scandé les manifestants jusqu'à l'aube vendredi, selon des témoins.

Le Conseil militaire de transition s'est engagé à mettre en place un gouvernement civil, appelant les partis politiques soudanais à se mettre d'accord sur la proposition d'un premier ministre indépendant qui acceptera d'assumer cette responsabilité.

La communauté internationale ont salué la mise en place du Conseil militaire de transition au Soudan, tout en exhortant les nouvelles autorités à répondre aux aspirations «légitimes» du peuple soudanais, à préserver l'unité, la souveraineté et l'indépendance du Soudan. Dans ce contexte, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a affirmé mercredi que l'UA était déterminée à tout faire pour assurer «une transition consensuelle et inclusive au Soudan», en mettant en place «des solutions africaines aux problèmes africains».

Le responsable de l'UA a tenu ces propos après sa rencontre avec une délégation soudanaise dirigée par le lieutenant-général Jalal Alsheikh Altayeb, membre du Conseil militaire de transition (CMT) du Soudan. La Commission de l'Union africaine a décidé de suivre de près l'évolution de la situation et à discuter avec toutes les parties en présence au Soudan, dans le but de les aider à surmonter les défis auxquels leur pays est confronté.

LIBYE: Environ 500.000 enfants affectés par l'agression contre Tripoli (ONU)

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué qu'environ 500.000 enfants libyens sont affectés par la récente escalade de la violence dans l'ouest de la Libye, alors que les combats s'intensifient autour de Tripoli, suite aux agressions menées depuis le 4 avril dernier par les troupes de Khalifa Haftar pour s'emparer de la capitale, ont rapporté vendredi des médias locaux.

Selon l'Unicef, près de 1.800 enfants attendent aussi d'être évacués d'urgence des zones de combat sur la ligne de front, tandis que 7.300 autres sont déjà devenus des déplacés en raison des violences, ont ajouté les mêmes sources citant un communiqué conjoint diffusé jeudi soir par la directrice exécutive de l'UNICEF, Henrietta Fore et la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU pour les enfants et les conflits armés, Virginia Gamba.

«Les enfants piégés dans les zones de conflit risquent également en danger de manquer de nourriture et de perdre l'accès aux soins médicaux. Incapables de quitter ces zones, ils ne peuvent pas trouver sans risque de protection ou d'assistance», ont poursuivi les deux hauts responsables onusiens. Les deux fonctionnaires des Nations unies ont souligné que ces violences mettaient également en danger près de 1.000 enfants de réfugiés et de migrants détenus dans des centres de rétention, notant que «les combats privaient également ces enfants de leur droit à l'éducation». «La Libye a souffert pendant plus de sept ans de conflits persistants qui ont plongé au moins 820.000 personnes, dont quelque 250.000 enfants, dans un besoin urgent d'aide humanitaire», ont-elles rappelé.

Mmes Fore et Gamba ont appelé toutes les parties belligères en Libye leur obligation de protéger les enfants en vertu du droit international et ont réclamé un accès de l'aide humanitaire à tous les enfants dans le besoin. Notons qu'au moins 205 personnes ont été tuées et 913 blessées en deux semaines suite à l'agression menée par les troupes de



Khalifa Haftar contre Tripoli pour s'emparer de la capitale libyenne, selon un bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'OMS a indiqué que les équipes médicales et les chirurgiens qu'elle a mobilisés continuaient d'intervenir dans des hôpitaux de campagne installés sur les lignes de front.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a fait état, de son côté, de 25.000 déplacés, dont plus de 4.500 en 24 heures, «la plus forte augmentation de déplacements en un jour à cause des hostilités à Tripoli et dans ses environs, alors que plus de 2.500 personnes ont été déplacées au cours des dernières 24 heures dans la région».

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL) a condamné «l'utilisation accrue d'armes lourdes et les

bombardements aveugles qui ont endommagé des habitations civiles, des écoles et des infrastructures».

À l'ONU, les appels se sont multipliés en vue de parvenir à un cessez-le-feu humanitaire en Libye, notamment face à des «bombardements aveugles» qui font «beaucoup de victimes» dans la banlieue de Tripoli.

Dans ce contexte, le procureur général militaire du gouvernement d'union nationale (GNA) libyen a émis, jeudi, un mandat d'arrêt contre l'officier en retraite Khalifa Haftar qui a lancé une agression militaire contre la capitale libyenne, selon le texte du mandat publié par le bureau média du GNA. Le procureur a ordonné l'arrestation de M. Haftar et de six de ses officiers, accusés de raids aériens contre des installations et quartiers civils.

Libye : Plus de 3000 réfugiés et migrants pris au piège des combats à Tripoli (ONU)

Le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) a lancé, vendredi, un message d'alerte sur le sort de plus de 3.000 réfugiés et migrants se trouvant actuellement dans des centres exposés aux combats violents dans la capitale libyenne, exprimant son «extrême préoccupation» pour leur vie, ont rapporté des médias locaux.

L'agence de l'ONU a annoncé avoir évacué 163 réfugiés victimes de l'escalade des combats en Libye vers le Niger voisin, soulignant que plus de 3.000 autres restaient pris au piège dans des centres de détention, ont ajouté des médias locaux.

«Vu la situation en Libye, les évacuations humanitaires

représentent une forme de secours vital pour les réfugiés détenus dont les vies sont menacées», a déclaré le chef du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Filippo Grandi, dans un communiqué, sans préciser la nationalité de ces réfugiés. L'opération d'évacuation s'est déroulée alors que de violents combats se poursuivent entre les troupes de Khalifa Haftar, et celles du gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez al-Sarraj, reconnu par la communauté internationale.

Des dizaines de femmes et enfants se trouvaient parmi les 163 personnes évacuées sur le Niger où le vol organisé par le HCR a atterri vendredi matin. Toutes avaient été

placés dans des centres de détention près des lignes de front, mais le HCR avait réussi à reloger beaucoup d'entre elles dans ses structures d'accueil plus sûres du centre de Tripoli.

Au total, 539 réfugiés ont été évacués de différents centres de détention situés près des zones touchées par l'agression des troupes de Khalifa Haftar, notamment au sud de Tripoli. M. Grandi a salué, à l'occasion, le geste du Niger qui a accueilli les réfugiés mais il a appelé d'autres pays à faire de même.

«Le Niger ne peut pas faire cela tout seul», a-t-il souligné, appelant à «un partage de responsabilité et que d'autres pays se présentent pour tendre la main et aider

à sortir les réfugiés vulnérables pour les mettre en sécurité». Le HCR a lancé la semaine dernière un appel urgent pour la libération immédiate et l'évacuation des réfugiés et migrants en Libye, demandant la création de couloirs humanitaires pour les faire sortir du pays.

L'agression des troupes de Khalifa Haftar contre la capitale libyenne ont déjà fait plus de 200 morts et 900 blessés depuis deux semaines, a déclaré jeudi l'Organisation mondiale de la santé.

Plus de 25.000 personnes ont également été déplacées, a précisé, de son côté, l'Organisation internationale pour les migrations.

CAMEROUN: 11 civils tués dans une attaque de Boko Haram

Onze civils ont été tués dans la nuit de jeudi à vendredi lors d'une attaque perpétrée dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun par des terroristes nigériens de Boko Haram, ont indiqué des sources sécuritaires.

«Boko Haram a fait une incursion dans la nuit dans la localité de Tchakamari.

Le bilan est de onze morts» civils, a affirmé une source proche des services de sécurité de Mora, chef-lieu du département où se situe Tchakamari, confirmant une information obtenue auprès

d'un membre d'un comité d'auto-défense local. C'est l'attaque la plus meurtrière imputée à Boko Haram dans le nord camerounais depuis plusieurs mois, où se multiplient les assauts après une relative accalmie en 2018.

Les victimes sont mortes «calciniées», a ajouté la source proche des services de sécurité, précisant que les assaillants avaient incendié le village.

On compte «des vieillards et des enfants» parmi les victimes de l'attaque, qui a commencé peu après 22h00 (21h00 GMT) heures et ne s'est arrêtée

que vers une heure du matin, selon cette source.

Située à une vingtaine de km de Mora, chef-lieu du Mayo-Sava, l'un des trois départements de la région de l'Extrême-Nord, Tchakamari se trouve sur la route nationale reliant Maroua, le chef-lieu de la région, à Kousséri, à la frontière du Tchad. Le village a déjà été la cible du groupe terroriste par le passé. En 2015, Boko Haram avait tué une dizaine de personnes et enlevé une centaine d'habitants de la localité.

YÉMEN: Le Conseil de sécurité demande aux belligérants de mettre en œuvre l'accord de Stockholm sans délai

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a demandé au gouvernement du Yémen et aux éléments du groupe «Ansarullah» (Houthis) de mettre en œuvre sans délai l'accord auquel ils sont parvenus en décembre 2018 à Stockholm, en Suède, ont rapporté hier des médias.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil se sont dit inquiets du fait que quatre mois après la conclusion de l'accord, les dispositions contenues dans ce document ne soient pas encore appliquées.

Ils ont salué les efforts sans relâche de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et du Président Comité de coordination pour le redéploiement (CCR), le général Michael Anker Lollsgaard, pour y parvenir.

Selon le Conseil, l'accord de Stockholm est un pas important dans le processus pour mettre fin au conflit au Yémen.

Le Conseil de sécurité s'est félicité que les deux parties au conflit aient désormais accepté le plan détaillé de la phase 1 du retrait de leur forces présentes à Hodeïda, cette ville portuaire qui est cruciale pour la livraison de l'aide humanitaire. Il les a encouragées à se mettre d'accord sur la phase 2 de ce redéploiement. Les membres du Conseil de sécurité ont noté que les obstacles bureaucratiques, y compris au niveau local,



continuaient de nuire à la capacité de l'ONU de fonctionner efficacement à Hodeïda.

Ils se sont dit aussi inquiets de la poursuite des actes de violence susceptibles de saper le cessez-le-feu à Hodeïda et ont appelé les parties à redoubler d'efforts pour finaliser les arrangements relatifs à l'accord d'échange de prisonniers et à l'établissement du Comité de coordination conjoint de Taëz. Ils ont égale-

ment exprimé leur inquiétude face à la récente escalade de la violence ailleurs au Yémen, notamment à Hajjah et à la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite.

La détérioration continue de la situation humanitaire suscite la préoccupation du Conseil de sécurité qui a encouragé la communauté internationale à soutenir pleinement le plan d'intervention des Nations Unies pour 2019.

SYRIE: Damas mise sur le tourisme après la restauration de ses sites historiques

Le ministre syrien du Tourisme, Mohammad Rami Radwan Martini a affirmé, vendredi, que les autorités syriennes déploient des efforts constants pour relancer le tourisme après avoir restauré la sécurité sur une grande partie du pays, ont rapporté des médias locaux. Le ministre syrien du Tourisme, Rami Radwan Martini a souligné que le secteur du tourisme est considéré comme un domaine majeur, permettant au pays d'engranger des devises et de retour son image au sein des circuits mondiaux des voyages, ont ajouté des médias locaux.

La Syrie mise surtout sur les touristes des pays amis, notamment russes pour lesquels les autorités s'emploient à offrir les meilleures conditions d'accueil, a ajouté le premier responsable du secteur.

«Des travaux sont en cours pour attirer les touristes russes. Le premier domaine est le tourisme religieux. Les Russes pourraient être intéressés par des lieux tels que Maaloula, Saïdnaya, Alep et Damas», a-t-il déclaré. Selon le ministre, le deuxième domaine attirant les visiteurs concerne le développement de l'infrastructure touristique côtière. «Les citoyens de la Russie sont attirés par cela», a-t-il relevé. «Nous attendons notre participation, à savoir du ministère du Tourisme syrien et des agences de voyage, à une exposition à Moscou.

Lors de cette exposition, nous présenterons des vidéos, des brochures et d'autres documents sur les lieux d'intérêt de la Syrie que nous proposons à visiter», a fait savoir le ministre syrien. Il a ajouté que la restauration des antiquités et du patrimoine battait son plein. Selon M.Radwan Martini, les autorités syriennes ont redonné vie aux marchés historiques de Homs. «De plus, un grand nombre d'églises ont été restaurées dans la vieille ville de Homs. La plus grande mosquée de la région, la mosquée Khalid ibn al-Walid, a été complètement détruite. Nous avons pu la restaurer également», a-t-il souligné. Quant à Alep, la vieille ville a été entièrement restaurée. «Nous incluons chaque district restauré dans notre plan de tourisme afin de nous assurer qu'il y a un flux de touristes là-bas», a précisé, encore le ministre syrien du Tourisme.

UKRAINE: Les Ukrainiens demain aux urnes pour le second tour de la présidentielle

Les Ukrainiens se rendront dimanche aux urnes pour le second tour de la présidentielle qui réserverait des surprises en dépit des résultats des derniers sondages favorables à Volodymyr Zelensky aux dépens du président sortant Petro Porochenko.

Les atouts des candidats Zelensky et Porochenko arrivés respectivement premier et deuxième au premier tour, s'expliquent par la réaction favorable d'une frange importante de l'électorat aux programmes des deux candidats, outre le fait que ces derniers sont appréciés par les pays occidentaux, liés par des relations privilégiées avec l'Ukraine.

Des observateurs avertis relèvent que les résultats des sondages donnant un net avantage à l'acteur et producteur Volodymyr Zelensky qui recueillerait 48,4% des intentions de vote contre à peine 17 pc pour Porochenko, pourraient être démentis puisque une partie importante des électeurs, des partis politiques et les autres candidats du premier tour, ne se sont pas encore prononcés sur leur intention de vote en faveur de l'un ou l'autre candidat.

Le report de ces voix pour Zelensky ou Porochenko serait déterminant quant à l'issue du scrutin. Selon les résultats du sondage d'opinion réalisé par l'Institut interna-



tional de sociologie de Kiev, le candidat Volodymyr Zelensky remporterait ce second tour des élections présidentielles grâce au report des voix des électeurs qui ont voté au premier tour en faveur de l'ouliia Timochenko (ancienne Première ministre), Youri Boyko, Anatoly Hertsenko, Ihor Smechko et Oleg Lachko.

Les observateurs notent toutefois que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, qui s'était tenu le 31 mars dernier, ne doivent pas être pris en compte car les positions des candidats étaient proches, provoquant une dispersion des voix des électeurs, contrairement à ce qui se passera lors du second tour, les électeurs devant voter pour Zelensky ou Porochenko.

La force de Volodymyr Zelensky au second tour s'explique par le fait qu'il est un novice de la politique

qui ne s'est manifesté que récemment sur la scène politique ukrainienne, bénéficiant du soutien d'hommes d'affaires influents dans le pays auquel s'ajoute une notoriété acquise grâce à une série télévisée réussie dans laquelle il jouait le rôle d'un héros rêvant de changer Société ukrainienne vers le meilleur, estiment les mêmes observateurs.

En revanche, le président sortant Petro Porochenko a perdu beaucoup de son aura politique en raison de son engagement dans des querelles pour imposer sa vision dans la gestion de la chose politique et ce malgré ses positions toujours fermes dans ses aspirations à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union L'Union européenne et à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et son refus absolu de coopérer avec la Russie dans tous les domaines ce qui lui a

valu, dans une certaine mesure, la confiance des pays occidentaux.

Il ne fait aucun doute que l'opinion des électeurs déterminera l'issue des élections présidentielles en Ukraine sans aucune influence extérieure, car les candidats ont émis le souhait, dès le début de la campagne électorale, de renforcer l'ancrage de l'Ukraine à l'occident, tant sur le plan politique et économique qu'au niveau sécuritaire, en dépit d'appréhensions de voir la Russie intervenir sur le cours du scrutin qu'un certain nombre d'ukrainiens considèrent comme «irréalistes».

Malgré les querelles politiques entre les candidats au second tour de l'élection présidentielle et des points de vue divergents sur de nombreuses questions, notamment sur la manière de régler le différend avec la Russie, sachant que le candidat favori en l'occurrence Zelensky prône l'ouverture d'un dialogue avec Moscou pour surmonter les obstacles sur la voie de la normalisation des relations entre les deux pays voisins, il ressort de cette échéance électorale un avantage non négligeable à savoir l'avancée de la démocratie en Ukraine.

Un fait salué par l'Union Européenne et par des pays influents sur la scène internationale.

UE - GB - IRLANDE DU NORD: L'UE condamne la «violence» en Irlande du Nord après la mort d'une journaliste

La Commission européenne a condamné vendredi les événements de la nuit à Londonderry, en Irlande du Nord, où une journaliste a été tuée par balle, selon une déclaration d'un porte-parole.

«Nous avons vu les informations sur le terrible incident qui a eu lieu hier en Irlande du Nord qui a entraîné la mort d'une journaliste.

Nous condamnons une telle violence», a réagi un porte-parole de la Commission, cité par l'AFP.

«Nous sommes convaincus que les autorités britanniques détermineront les circonstances exactes de cet événement tragique», a-t-il ajouté. Une journaliste de 29 ans a été tuée par balle dans la nuit de jeudi à vendredi par un tireur qui a pris pour cible des policiers intervenus à la suite d'émeutes à Londonderry. Le décès est traité «comme un incident terroriste» par la police nord-irlandaise. Ces violences surviennent alors que les Républicains célèbrent le soulèvement survenu à travers Dublin en 1916, qui avait abouti à la proclamation d'une république d'Irlande.

En janvier, l'explosion d'une voiture piégée à Londonderry avait déjà fait craindre une nouvelle flambée de violence venant des groupes paramilitaires, en pleine tension sur le Brexit, un dossier dans lequel la frontière irlandaise constitue toujours un des principaux points d'achoppement.

L'UE et le Royaume-Uni ont toujours assuré négocier pour éviter le retour d'une frontière physique entre l'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord. Le président de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) Philippe Leruth a demandé aux autorités irlandaises «d'assurer une enquête complète» sur la mort de la journaliste.

«La mort de Lyra McKee est une perte réelle pour la liberté de la presse en Europe et pour la jeune génération de journalistes», a-t-il ajouté. La FIJ souligne que c'est la première fois qu'un journaliste est tué au Royaume-Uni depuis Martin O'Hagan en 2001, tué par des inconnus dans le sud-ouest de Belfast.

BOUMERDES :

De nouveaux projets pour la promotion et la réhabilitation du secteur de l'artisanat

Le secteur de l'artisanat à Boumerdes sera bientôt renforcé avec nombre de structures, actuellement en chantier, dont la mise en service est susceptible d'aider à sa promotion et réhabilitation, tout en contribuant dans le règlement du problème de commercialisation de ses produits, a-t-on appris, jeudi, du président de la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya.



Ces projets, inscrits au titre du plan de wilaya pour la promotion de la profession, sont «impatiemment» attendus par les artisans de la wilaya, au vue de leur «importante contribution attendue dans l'organisation de la profession, mais surtout la préservation des produits de l'artisanat local et leur commercialisation», a déclaré à l'APS Yamani Redouane.

Il a cité en premier lieu, le projet de la maison de l'artisanat et des métiers en réalisation au centre-ville de Boumerdes, avec un «taux d'avancement estimé à 70%», et une prévision de réception pour fin 2019, avec une mise en exploitation programmée pour début 2020 au plus tard», a-t-il signalé.

Inscrit à la réalisation au titre du quinquennal 2005/2009, pour une enveloppe de plus de 80 millions de da, ce projet a accusé un grand retard, due essentiellement à un problème de foncier, avant d'être gelé dans le cadre de la politique de rationalisation des dépenses publiques. Son chantier a été relancé durant cette année 2019.

Cet établissement, bâti dans un style arabo-islamique, englobera de nombreux ateliers de travail, outre une multitude d'espaces d'exposition et de vente des produits et œuvres des artisans, alors que d'autres se-

ront dédiés à la formation et aux activités multiples du secteur, a indiqué le même responsable.

L'autre projet d'importance attendu par le secteur à Boumerdes, est représenté par le centre d'artisanat et des métiers de la vieille Casbah de Delly (Est de Boumerdes). La structure, lancée en réalisation en 2013, a été édifée selon une architecture arabo-musulmane respectueuse des mutations survenues dans la région au cours de différentes époques historiques, et permettant aux artisans d'être en harmonie avec eux-mêmes.

«Certaines commodités administratives à son niveau sont partiellement exploitées, dans l'attente de sa mise en service officielle dans les plus brefs délais», a souligné M.Yamani.

La bâtisse compte trois (3) niveaux, englobant, en tout, 14 ateliers artisanaux et de formation, ainsi que des espaces d'exposition et de vente. Des espaces y seront, également, dédiés aux associations locales activant dans le même créneau. Réalisé sur une assiette de 1.500M2, pour une enveloppe de 70 millions de da, ce centre artisanal a pour objectif de préserver le patrimoine matériel de la Casbah de Delly, mais surtout participer à la réhabilitation et à la revalorisation des métiers de l'artisanat, en-

core préservés de nos jours par ses habitants, dont la poterie et la vannerie. Deux spécialités artisanales fortement réputées à Dellys.

Un autre centre d'artisanat et des métiers est, également, en réalisation à Bordj Menail, pour une enveloppe de plus de 60 millions de da. Son taux d'avancement est estimé à 95% et sa réception est programmée avant fin 2019, en vue de son entrée en service en 2020, est-il signalé de même source.

A noter que la CAM de Boumerdes compte, actuellement, un effectif global de 6.736 artisans immatriculés, suite à l'opération d'assainissement de ses listes, ayant abouti à la radiation de plus de 1.600 artisans, pour divers motifs.

Sur ce total d'artisans, ayant contribué à la création de près de 16.000 emplois (entre permanents et saisonniers), plus de 4.400 activistes dans le domaine de l'artisanat de services, contre 1.270 dans l'artisanat de production et plus de 1.060 dans l'artisanat d'art. Selon son directeur Kamel Eddine Bouam, la CAM de Boumerdes œuvre en vue de porter ce chiffre à 10.000 artisans immatriculés, grâce aux multiples incitations et facilitations, assurées par l'Etat, en matière d'obtention de la carte d'artisan, notamment.

APS

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIPASA
DAIRA DE TIPASA
COMMUNE DE TIPASA
N°/ 1808 /2019

AVIS

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de la ville de Tipasa, porte à la connaissance des citoyens concernés qu'il sera procédé à une adjudication aux enchères publiques avec admission des soumissions cachetées pour la location d'un camping nommé « SNTR » sis chenoua Tipasa avec la mise à prix suivante :

- 2.000.000.00 DA/ AN.
- PAT D'ENCHERE : 50.000.00 DA.

Toutes personnes désireuse de participer au enchères publiques de se présenter au secrétariat général de la commune tous les jours de travail de 08 h:00 à 16 h:30 pour retirer le cahier des charges relatif à l'adjudication contre paiement de la somme 20.000.00 DA représentant les frais et s'engager impérativement au respect des clauses .

La date limite est fixée à quinze (15) jours à partir de l'affichage du présent avis dans les quotidiens nationaux.

DK NEWS

Anep : 1916009125 du 20/04/2019

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة السكن, العمران والمدينة



OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE DE BÉCHAR
N.I.F : 099908094224518
REF : OPGI/DG/775/2019.

Le deuxième avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales n° : 07/2019

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Béchar, lance un deuxième avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour la réalisation des travaux des 05/312 logements sociaux localitifs y compris VRD au profit du programme du secteur d'éducation de typologie individuel à la commune d'El Ouata wilaya de Béchar.

Le présent deuxième avis d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales concerne tous candidats soumissionnaires ayant un certificat de qualification et de classification professionnelle principal en Bâtiment catégories Trois (III) et plus en cours de validité jusqu'à la date de la de validité des offres.

Le retrait du cahier des charges auprès de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (Département finance et comptabilité), contre le paiement de Deux mille dinars (2 000,00 DA).

Les soumissionnaires devront déposer leurs offres accompagnées des pièces justificatives requises par la réglementation en vigueur :

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Béchar
Route de Lahmar, à côté de la protection civile - Béchar.

Les offres comprenant les pièces et les documents exigés dans le cahier des charges devront être scindées en trois (03) enveloppes :

- Un dossier candidature comprenant des documents requis par le cahier des charges.
- Une offre technique comprenant des

documents requis par le cahier des charges.
- Une offre financière comprenant des documents requis par le cahier des charges.

Les trois (03) dossiers doivent être présentés sous plis séparés cachetés indiquant la mention «dossier de candidature», «l'offre technique» et «l'offre financière» et introduites dans une enveloppe extérieure cachetée anonyme ne portant que la mention suivante :

Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 07/2019

La réalisation des travaux des 05/312 logements sociaux localitifs y compris VRD au profit du programme du secteur d'éducation de typologie individuel à la commune d'El Ouata wilaya de Béchar.

La date de dépôt des offres est fixé à **Quinze (15) jours** et ceci à (12H00) à partir de la date de signature de première parution du présent deuxième avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite de dépôt est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu au siège de l'O.P.G.I à l'adresse sus-indiquée, le même jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à **14h00**. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée de **Quinze (15) jours** augmentées de **trois (03) Mois**, à compter de la date de dépôt des offres.

DK NEWS

Anep : 1916009094 du 20/04/2019

ARGENTINE:

Découverte d'un cimetière de dinosaures datant de 220 millions

Des chercheurs argentins ont annoncé mercredi la découverte d'un cimetière de dinosaures datant de 220 millions d'années dans l'ouest de l'Argentine, avec des restes d'une dizaine d'animaux.

Il y a près de dix individus distincts. C'est une masse d'os agglomérés, il n'y a pratiquement pas de sédiments. C'est comme s'ils avaient fait un puits et qu'ils l'avaient rempli d'os. C'est très impressionnant», a expliqué le paléontologue argentin Ricardo Martínez.

Selon le scientifique de l'Institut et musée de sciences naturelles (IMCN) de l'Université de San Juan (ouest), «ces fossiles appartiennent au bassin de Ischigualasto, qui correspond à 220 millions d'années, une époque dont on connaît peu la faune».

Le cimetière a été découvert en septembre 2018 dans la province de San Juan (1.100 km à l'ouest de Buenos Aires), a précisé Cecilia Apaldetti, également chercheuse au sein de l'IMCN et membre du Conseil national des sciences et techniques (Conicet).

Cette découverte «a une double importance car il y a au moins sept ou huit individus de dicynodontes, qui sont les ancêtres des mammifères, de la taille d'un boeuf, et d'autres archosauriens (reptiles) que

nous ne connaissons pas encore et qui peuvent être des dinosaures ou un ancêtre des grands crocodiles», a expliqué M. Martínez.

Ce «lit d'os» mesure entre un et deux mètres de diamètre et autant de profondeur. Pour expliquer les causes d'une telle accumulation d'os, les scientifiques émettent l'hypothèse qu'il y a «pu voir une époque de grande sécheresse et que, à cet endroit, il y avait de l'eau, un petit lac où venaient en masse les herbivores pour boire, et qu'à mesure que l'eau s'évaporait, les animaux s'affaiblissaient et mourraient sur place».

L'Argentine compte de très nombreux fossiles issus de trois périodes, le triasique, le jurassique et le crétacé de l'ère Mésozoïque. Ils appartiennent à des animaux différents de ceux rencontrés dans l'hémisphère nord.

Les gisements de fossiles de dinosaures les plus importants se trouvent en Patagonie (sud), dans les régions de La Rioja et San Juan (ouest) et dans la province de Salta (nord).



ESPACE

La Chine invite les scientifiques du monde à explorer un astéroïde et une comète

La Chine a dévoilé jeudi son plan pour explorer un astéroïde et une comète, invitant les scientifiques à travers le monde à participer à ce programme, a rapporté l'agence Chine Nouvelle.

La mission concerne «l'exploration d'un astéroïde géo-croiseur, nommé 2016HO3, et une comète de la ceinture principale, nommée 133P», a précisé le directeur du Centre d'exploration lunaire et d'ingénierie spatiale de l'Administration spatiale nationale de Chine, Liu Jizhong, cité par l'agence. La Chine propose l'exploitation «des appareils développés par d'autres pays lors de la mission», a ajouté le responsable.



KENYA:

L'un des plus grands mammifères terrestres découvert

Des dents et des fragments d'os vieux de 23 millions d'années découverts au Kenya ont permis d'identifier l'un des plus grands mammifères carnivores ayant foulé la Terre.

L'inquiétant animal, baptisé «Simbakubwa kutokaafrika» (pour grand lion d'Afrique) pesait dans les 1.500 kg et était capable de s'attaquer à des animaux de la taille des éléphants et des hippopotames. «Au vu de ses dents massives, Simbakubwa était un hypercarnivore», explique Matthew Borths

de l'Université Duke, auteur principal de l'étude publiée jeudi dans le Journal of Vertebrate Paleontology.

Les restes de l'animal - un morceau de mâchoire inférieure comportant une canine, une prémolaire et une molaire ainsi que d'autres dents et quelques os - avaient été découverts il y a déjà des dizaines d'années mais avaient été attribués à une espèce plus petite, Hyainailouros napakensis. Ils attendaient depuis au musée national de Nairobi. Selon les chercheurs,

l'animal est mort relativement jeune. Pourtant, sa mâchoire est beaucoup plus grosse que celle d'un lion de taille adulte. Avec ses canines, il pouvait cisailier la chair, tandis que ses molaires lui permettaient de casser les os», précise un communiqué.

Simbakubwa vivait il y a environ 23 millions d'années, au début du Miocène. Mais les conditions permettant l'existence de tels gabarits semblent avoir persisté pendant des millions d'années, précisent les chercheurs.

APS

TECHNOLOGIES

Facebook a stocké «des millions» de mots de passe Instagram non cryptés



Des «millions» d'utilisateurs Instagram - et non des dizaines de milliers seulement - ont eu leur mot de passe stockés sur des serveurs internes sous forme non cryptée, a indiqué Facebook jeudi, revoyant à la hausse son estimation initiale.

La maison mère d'Instagram avait révélé le 21 mars que les mots de passe de centaines de millions d'utilisateurs avaient été stockés sur des serveurs internes sous forme non

cryptée tout en affirmant qu'il n'y avait eu aucune faille de sécurité. Il précisait alors que le souci était réglé et avait concerné «des centaines de millions d'utilisateurs de Facebook Lite», une version du site allégée pour les connexions internet de basse qualité, «des dizaines de millions d'autres utilisateurs de Facebook et des dizaines de millions d'utilisateurs d'Instagram».

Le réseau social a revu son estima-

tion jeudi: «Nous avons découvert de nouveaux mots de passe Instagram stockés en clair. Nous estimons aujourd'hui que le problème a touché des millions d'utilisateurs Instagram», a indiqué Facebook dans une mise à jour de son billet de blog publié le 21 mars.

Le groupe, qui revendique 2,3 milliards d'utilisateurs actifs dans le monde, y confirme qu'aucun usage malveillant de ces mots de passe n'a été repéré.

Le groupe est depuis plus de deux ans aux prises avec les controverses à répétition, de la manipulation du réseau à des fins politiques par des pays étrangers à la gestion des données de ses utilisateurs, qui constituent le fondement de son modèle économique.

Elus ou régulateurs tirent à boulets rouges sur le groupe, qui fait l'objet de poursuites et d'enquêtes tous azimuts dans plusieurs pays.

TISSEMSILT: 6^e tour national cyclisme, marche et camping

Le 6^e tour national cyclisme, marche et camping se tiendra à partir de vendredi au parc national des cèdres de Theniet El Had (Tissemsilt) sous le slogan «Tourisme nous regroupe», a-t-on appris chez des organisateurs.

Initiée par le club amateur de cyclisme de Theniet El Had en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports, cette manifestation verra la participation de plus de 300 jeunes affiliés aux clubs amateurs de marche et camping, cyclisme de 15 wilayas qui ont confirmé à ce jour leur participation, a indiqué le représentant du club, Moulay Abdelmadjid.

Cette manifestation de deux jours prévoit une course non compétitive de clubs de cyclisme à l'intérieur de la forêt d'El Medad sur une distance de 20 kilomètres de et vers la maison du parc. Le programme comporte également une randonnée pédestre sur une distance de 10 km au parc national de cèdres permettant de découvrir des paysages naturels pittoresques que recèle la forêt outre une virée exploratrice.

Il est prévu aussi un camping au niveau de la zone Ain Harhara sur les monts de la forêt où des activités récréatives, culturelles et artistiques seront présentées aux délégations de jeunes par des troupes locales de Theniet El Had. Cette manifestation vise à promouvoir et à développer le tourisme et le sport de montagne au niveau du parc national des cèdres et faire connaître les atouts touristiques de la forêt El Medad.

TENNIS / FED CUP - ZONE EUROPE-AFRIQUE (GR. 3): Défaite de l'Algérie devant le Kosovo (2-1)

La sélection algérienne dames de tennis a perdu mercredi face au Kosovo sur le score de 2-1 lors de la deuxième journée de la poule B de la Zone 1 (groupe 3 / zone Europe - Afrique) de la Fed-Cup 2019, organisée du 15 au 20 avril en Finlande.

Lors des deux matchs du simple, les Algériennes Ines Bekrar et Yassamine Boudjadi ont perdu respectivement devant Donika Bashota et Arlinda Rushiti sur les scores 6-2, 6-3 et 6-0, 6-3.

Lors du match double, Bekrar et Boudjadi se sont imposées devant Arlinda Rushiti et Vesa Gjinaj sur le score 1-6, 6-4, 7-6 (5). Il s'agit de la seconde défaite enregistrée par les Algériennes, après celle concédée mardi dernier face à son homologue chypriote sur le score de 3-0. Lors de la troisième journée prévue jeudi, l'équipe algérienne composée d'Amira Benaïssa, Yasmine Boudjadi et Inès Bekrar, défiera la Macédoine avant d'affronter le Congo pour le compte de la dernière journée (19 avril).

Habituellement, les pays du groupe 3 étaient répartis en quatre poules (A, B, C et D), dont les vainqueurs disputaient directement les play-offs pour déterminer les deux nations qui allaient accéder au groupe 2. Mais la répartition a changé depuis l'édition 2018, puisque la compétition se déroule désormais en deux Zones (A et B).

Lors de cette édition 2019, les matchs de la Zone A sont domiciliés à Helsinki (Finlande), alors que ceux de la Zone B se jouent à Ulcinj (Monténégro). La Zone A regroupe la Finlande, Chypre, l'Islande, le Kosovo, la Lituanie, Malte, la Macédoine, le Congo et l'Algérie, alors que la Zone B se compose de la Norvège, de l'Égypte, de l'Arménie, du Maroc, de l'Irlande, du Monténégro, du Kenya et de l'Ouganda.

Les vainqueurs de chaque poule joueront directement les play-offs pour déterminer les deux nations (une nation de la Zone A et une de la Zone B) qui accéderont au groupe 2 de la Zone Europe - Afrique en 2020.

Lors de l'édition 2018, disputée du 16 au 21 avril 2018 à El Menzah (Tunisie), l'Algérie avait terminé 6^e au classement général. La Fed Cup est une compétition 100% féminine, considérée comme l'équivalent de la Coupe Davis chez les messieurs.

APS

SPORT: La Fédération algérienne du sport scolaire signe des accords de coopération avec cinq fédérations sportives

La Fédération algérienne du sport scolaire (FASS) a signé, jeudi à Alger, cinq accords de coopération avec cinq fédérations sportives nationales, afin de donner une impulsion au sport au niveau des établissements scolaires notamment du cycle primaire dans le but de détecter des «jeunes talents et des futurs champions».

Le Président de la FASS, Abdelhafid Izem a indiqué dans son allocution d'ouverture que «ces accords visent à soutenir le sport dans les écoles qui regroupent un nombre important de disciplines et de spécialités dans toutes les catégories d'âge, en mesure d'assurer l'avenir du sport algérien au niveau des jeunes talents.» Ces accords signés au siège du Comité Olympique et sportif algérien (COA) à Alger, en présence des présidents des fédérations sportives concernées et du président du COA, Mustapha Berraf, également président de l'Association des comités nationaux olympiques africains (ACNOA), l'ont été avec les fédérations de Karaté-do, des échecs, de luttes associées, de natation et de tennis de table.

«Ces accords nous permettent d'organiser des championnats scolaires d'un niveau respectable, au cours desquels les athlètes scolaires auront la possibilité de se mesurer aux athlètes affiliés aux clubs, dont l'objectif consiste à dénicher ces talents prometteurs, afin de les façonner, notamment les catégories d'âge allant de 7 à 12 ans, qui pourraient être de futurs champions, ce qui confirme l'existence d'un projet à long terme» a ajouté le premier responsable de la FASS.

De son côté, le président du COA, Mustapha Berraf, a insisté sur la nécessité «pour le sport scolaire de retrouver sa véritable place dans la découverte de jeunes talents, en espérant que ces accords constituent



ront le renouvellement effectif du sport en général et du sport scolaire en particulier, surtout que les présidents des fédérations concernées sont conscients de la nécessité de rendre au sport scolaire sa place d'antan et je suis persuadé que ces accords seront concrétisés sur le terrain».

«Je suis un produit du sport scolaire en compagnie d'actuels et d'anciens sportifs qui ont hissé haut, l'étendard national. Je suis content de la signature de ces accords en espérant qu'ils seront suivis sur le terrain avec l'aide de tous les techniciens et responsables. Toutefois, un travail pédagogique de base doit être mis en place» a-t-il ajouté. Les Présidents des Fédérations concernées ont également apprécié la signature de ces accords qui selon eux, œuvrent non seulement pour le sport scolaire mais aussi pour le sport en général».

Le président de la Fédération de karaté-do, Slimane Mesdoui a souligné que «ces accords servent l'intérêt des sportifs. Nous avons organisé dernièrement un championnat national civil et scolaire en «commun» de Karaté-do qui a été très disputé. Nous allons accompagner la

FASS pour l'organisation du championnat scolaire prévu les 26 et 27 avril à Sétif.

De telles manifestations donneront à coup sûr une impulsion supplémentaire aux jeunes talents», en ajoutant que le rendez-vous de Sétif connaîtra la participation des athlètes de clubs, ainsi que des arbitres et entraîneurs qualifiés, tout en mettant à sa disposition tous les moyens nécessaires au déroulement d'un compétition de qualité».

Le président de la fédération algérienne des luttes associées Rabah Chebah a estimé pour sa part que «ce premier pas sera très bénéfique pour les deux fédérations, car il entre dans le cadre d'une stratégie de la tutelle consistant à aider tous les sports, dont le sport scolaire, avec l'objectif de former une élite forte en mesure d'honorer le sport algérien au niveau international».

De son côté, le Président de la Fédération de tennis de table, Chérif Derkaoui a souligné que «son instance s'occupera de la préparation des sélections nationales scolaires engagées dans les compétitions internationales, et également former des cadres de tennis

de table au profit de la FASS, et les aider à organiser des compétitions dans cette discipline».

«Le sport scolaire est un véritable réservoir pour toutes les disciplines dont le tennis de table, vu que l'athlète pratique ce sport dès son jeune âge, et nous allons tout faire pour que cet accord soit bénéfique pour les deux fédérations en particulier et pour le sport en général» a ajouté le responsable de la FATT.

Les accords signés entre la FASS et les cinq fédérations sportives prévoient une assistance dans le domaine technique et logistique fournie par les fédérations concernées, en mettant à la disposition de la Fédération scolaire des techniciens, la formation des professeurs d'éducation physique, des jeunes entraîneurs et arbitres, en sus de la mise en place de moyens pédagogiques nécessaires.

Étaient également présents à cette cérémonie, le président de la Fédération des échecs Brahim Djelloul, celui de la Fédération de natation, Hakim Boughadou ainsi que de nombreux directeurs techniques nationaux, dont celui de la Fédération de luttes associées Haouas Driss.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE CYCLISME (AG ELECTIVE): Installation des Commissions de candidatures et de recours

L'Assemblée générale extraordinaire de Fédération algérienne de cyclisme (FAC) a procédé, vendredi au Complexe sportif de Ghermoul (Alger), à l'installation des Commissions de candidatures et de recours en vue de l'élection du prochain président de l'instance fédérale. L'Assemblée générale extraordinaire (AGEx), initialement prévue jeudi au même lieu, avait été reportée de 24 heures, faute de quorum.

Les vingt membres présents à la rencontre du vendredi ont porté Toufik Aïssaoui à la tête de la commission de candidatures. Il est assisté de Dine Bouyacor et Belguoumar Bouabdellah. Pour sa part, la commission de recours sera présidée par Mohamed Said Abdeldaim, qui sera secondé par Djamel Eddine Nourani et Ahmed Zerguine, alors que le secrétaire gé-

néral de la fédération est membre des deux commissions.

«L'opération de dépôt des candidatures est ouverte à partir de samedi et se poursuivra jusqu'à lundi à 15h00 (date et l'heure de la clôture).

Le lendemain (mardi), la commission siégera à 11h00, tandis que le travail de la commission de recours commencera mercredi matin et devra se clôturer le lendemain (jeudi) à 14h00, et s'ensuivra l'affichage de la liste des candidats retenus pour le poste de président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC)», a indiqué à l'APS, le vice-président, Fertous Abbès qui assure l'intérim de l'instance fédérale jusqu'au déroulement de l'AG électorale.

L'assemblée générale électorale de la FAC, composée de 43 membres, est programmée au samedi 27 avril

à 10h00 au Complexe sportif de Ghermoul (Alger). «Nous souhaitons que les membres de l'AG et la grande famille du cyclisme algérien soient unis autour d'un seul objectif, essayer de redonner à la petite reine ses lettres de noblesses et travailler dans l'intérêt de la discipline qui traverse une période très complexe suite à la démission de son président», a lancé Fertous, tout en saluant la nouvelle vision prônée par l'actuel ministre de la jeunesse et des sports pour régler les problèmes de la fédération et booster ce sport.

Le nouveau président qui sera élu samedi prochain remplacera le président démissionnaire, Mabrouk Kerboua, qui s'était retiré en novembre 2018 pour des raisons «personnelles et de santé», après avoir été élu en février 2017.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE CYCLISME: Quorum non atteint, l'AG extraordinaire reportée

L'Assemblée générale extraordinaire (AGEx) de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), prévue ce jeudi au Complexe sportif de Ghermoul (Alger), a été finalement reportée à vendredi (10h00), faute de quorum. Sur les 43 membres que compte l'Assemblée générale de la FAC, seuls 20 se sont présentés et en application de l'article 12 des statuts et règlements de l'instance fédérale, l'AGEx extraordinaire a été reportée à vendredi (10h00) au Complexe sportif de Ghermoul, même si le quorum n'est pas atteint.

«Je demande aux membres de l'assemblée générale de mettre la main dans la main pour l'intérêt de la discipline qui traverse une période très complexe suite à la démission de son président. L'AGEx se tiendra vendredi (10h00) quel que soit le nombre des membres présents. Le MJS accompagnera cette fédération afin de préparer l'assemblée qui élira le prochain président dans les plus brefs délais», a déclaré Bouzid Farid, représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports.

L'ordre du jour de cette AG extraordinaire est consacré à l'installation des Commissions de candidatures et de recours en vue de l'élection du prochain président de l'instance fédérale.

Mercredi, onze (11) ligues et quatre clubs affiliés à la FAC avaient décidé de boycotter l'Assemblée générale extraordinaire (AGEx) tout en dénonçant l'«in-gérance» du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) dans les affaires internes de l'instance



fédérale. Les membres contestataires demandent à l'actuel bureau fédéral de présenter d'abord les bilans moral et financier aux membres de l'assemblée générale qui l'ont élu, par respect, par déontologie,

mais surtout par la force de la loi et des statuts de la FAC. A l'issue de la démission du président de la FAC, Mabrouk Kerboua, survenue le 10 novembre 2018 pour des raisons «personnelles et de santé», le vice-président

de la FAC, Fertous Abbès, assure l'intérim de l'instance fédérale jusqu'au déroulement de l'AG électorale. Mabrouk Kerboua, président de la Ligue de Mascara, avait été élu à la tête de l'instance fédérale le 16 février 2017.

ATHLÉTISME / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE U18 ET U20: L'Algérien Zadi en tête du décathlon après 5 épreuves

L'athlète algérien Mohamed Zadi est en tête du décathlon des U20 des Championnats d'Afrique d'athlétisme U18 et U20 qui se déroulent à Abidjan (Côte d'Ivoire), après le déroulement de cinq épreuves lors de la première journée.

Zadi totalise 3564 points, soit une avance de 128 points sur son poursuivant direct. Il sera en lice jeudi pour la 2ème journée avec au programme le 110 m haies, la perche, disque, javalot et le 1500 m. Pour sa part, Oussama Cherrad, a ter-

miné au pied du podium dans la finale du 1500 m. Malgré la déception, l'athlète algérien s'est déjà orienté sur sa prochaine épreuve du 800 m lors de laquelle il tentera d'enregistrer un bon résultat. Son compatriote Aissa Deliba s'est contenté de la 10ème position avec un chrono de 3.56.11.

Le sprinter Mohamed Abdelhakim Guettouche, a terminé à la 5e place lors de la demi-finale du 100m, ratant au passage une qualification pour la finale. L'Algérie a engagé un total de 30 athlètes

dans cette compétition, qui enregistre la participation de 36 pays.

Les sélections nationales sont encadrées par Tarik Kessai, le Directeur des jeunes talents sportifs au niveau de la Fédération algérienne d'athlétisme (DJST/FAA). Ce dernier table sur une moisson comprise «entre huit et dix médailles, tous métaux confondus, particulièrement dans les épreuves de marche, sauts et lancers, ainsi que dans les épreuves combinées».

HANDI-BASKET / NATIONALE I (PLAY-OFFS) : Les trois premières journées reprogrammées

Les trois premières journées du tournoi play-off pour le titre, comptant pour le Championnat d'Algérie de Nationale I de handi-basket, ont été reprogrammées pour les 25, 26 et 27 avril à Boussaâda (M'sila), a indiqué jeudi la Fédération algérienne handisport (FAH).

L'étape de Boussaâda était initialement prévue pour les 18, 19 et 20 avril, mais a été finalement reportée pour des «raisons techniques», selon la même source. Le tournoi play-off de la Nationale I de handi-basket (hommes) est prévu en cinq journées, réparties entre

la salle omnisports de Boussaâda et celle d'Ouled Moussa (Boumerdes). Amel Boussaâda, qui s'était partagé la 1re place de la première phase du championnat avec Ennour Hamadi avec 30 points chacun, organisera les trois premières journées, alors que les deux der-

nières se dérouleront à la salle d'Ouled Moussa, lieu de domiciliation d'Ennour Hamadi. Le tournoi play-off regroupe les six meilleures équipes de la première phase, à savoir Ennour Hamadi, Amel Boussaâda, Nour M'sila, IR Boufarik, CBB Arréridj et CR El Harrach.

ATHLÉTISME

Le Camerounais Hamad Kalkaba reconduit à la tête de la Confédération africaine

Le président sortant de la Confédération africaine d'athlétisme (CAA), le Camerounais Hamad Kalkaba Malboum, a été ré-élu pour un nouveau mandat de 4 ans, au terme du congrès organisé à Abidjan auquel ont pris part les représentants des 51 pays membres de l'instance continentale.

Kalkaba a obtenu 44 voix contre 7 pour le Tunisien Amara Khaled sur les 51 exprimées. «Je dirais à mon ami Amara qu'il est un partenaire sûr de l'athlétisme africain. Nous nous connaissons depuis 1999 à Abidjan. Nous avons fini une compétition, je

voudrais le remercier pour son esprit fair-play. Il a eu un bon esprit.

Je suis le gagnant d'aujourd'hui, mais il sera le gagnant de demain. Travaillons la main dans la main », a déclaré Kalaba à l'issue du scrutin. Le président de la CAA, Hamad Kalkaba Malboum (68 ans) qui a été élu en présence du président de la Fédération Internationale d'Athlétisme (IAAF), Lord Sebastian Coe, s'est offert ainsi un 4e mandat, depuis son premier en 2003, quand il avait remplacé Lamine Diack qui était devenu président de l'IAAF



ATHLÉTISME: Signature d'une convention de partenariat entre la Confédération africaine et un centre de formation

La Confédération africaine d'athlétisme (CAA) et le Centre africain de développement de l'athlétisme (CADA), établi en Egypte, ont signé une convention de partenariat pour la promotion de la discipline sur le continent, mercredi soir à Abidjan en marge des Championnats d'Afrique d'athlétisme U18 et U20.

La convention a été paraphée par le président de la CAA, Ahmad Kalkaba et Hamdi Abderrahim, patron du CADA, un centre de formation spécialisé dans le lancer. Se réjouissant de ce partenariat, Hamdi Abderrahim a révélé que «c'est la réalisation d'un rêve nourri depuis des années qui vient de se concrétiser», tout en espérant que «les pays africains amèneront leurs athlètes».

Pour le président de la CAA, «c'est l'athlétisme africain qui gagne» car, a-t-il dit, «les athlètes pourront y aller (en Egypte, ndlr) pour améliorer leur performance».

Les Championnats d'Afrique d'athlétisme U18 et U20 se poursuivent à Abidjan (16-21 avril) avec la participation de 36 pays dont l'Algérie qui est présente avec un total de 30 athlètes.

TENNIS / TOURNOI WTA D'ANTALYA (TABLEAU FINAL): L'Algérienne Ibbou éliminée au 2^e tour

La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou a été éliminée au deuxième tour du Tableau final d'un tournoi international féminin (WTA) qui se déroule du 15 au 21 avril 2019 à Antalya (Turquie), après sa défaite devant la Belge Eliessa Van langendonck par deux sets à zéro (2-0). Dans un match à sens unique, Ibbou a concédé le premier set 6-1 et le second 6-2. Lors du premier tour, Ibbou issue des qualifications, a dominé la jeune Russe Polina Kozyreva. L'Algérienne de 20 ans avait achevé le premier set au tie-break 7-6 (7), avant d'éprouver un peu moins de difficultés dans le deuxième, qu'elle a rempoté 7-5. D'un prize-money de 15.000 USD, la compétition qui se déroule sur les courts en terre battue du Starlight Resort a drainé la participation de certaines joueuses relativement bien classées sur le plan mondial, notamment, la Sud-africaine Chanel Simmonds (492e).

COUPE ARABE DES CLUBS : L'Etoile du Sahel remporte le trophée

La formation tunisienne de l'Etoile Sportive du Sahel, ou évolue l'Algérien Karim Aribi, a remporté son premier sacre arabe en s'imposant devant Al Hilal d'Arabie saoudite (2-1), en finale de la Coupe arabe des clubs de football, disputée jeudi à Abou Dhabi (Emirats Arabes Unis).

La formation sahélienne a ouvert le score à la 33e par l'Algérien Karim Aribi, avant que Al Hilal n'égalise sur pénalty par le Français Bafetimbi Gomis à la 63e. Le remplaçant Mohamed Methnani a inscrit le but de la victoire dans le temps additionnel (90+1). Outre le trophée, les étoilés empoignent la coquette somme de 6 millions de dollars contre 2,5 millions pour le club saoudien.

LIGUE 2 MOBILIS (27E JOURNÉE) NC MAGRA-MC SAÏDA:

L'arbitre assistant Doulache invité par la commission de discipline (LFP)

L'arbitre assistant Doulache Nassim qui avait officié lors du match entre le NC Magra et le MC Saïda comptant pour la 27e journée de Ligue 2 est invité à la séance de la commission de discipline du 22 avril, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) ce jeudi sans fournir plus de détails.

La commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) avait décidé le 15 avril match perdu à l'équipe du NC Magra sans attribuer de point au club adverse le MC Saïda suite aux incidents survenus lors de cette rencontre. La commission a également défalqué trois points à l'équipe du NC Magra en plus de quatre matchs à huis clos dont les deux premiers se joueront à l'extérieur de Magra. En outre, le NC Magra devra s'acquitter d'une amende de 400.000 DA pour le NC Magra pour envahissement de terrain à l'issue de la rencontre entraînant des blessures graves aux officiels du match, selon la même source.

INTER-RÉGIONS (GR. CENTRE-OUEST - 29E J) : L'E Sour Ghozlane perd par pénalité le match face au CRB Froha (LIRF)

La ligue inter-régions de football (LIRF) a attribué le gain du match au CRB Froha l'opposant à l'E Sour Ghozlane pour le compte de la 29e journée du Championnat inter-régions de football, groupe Centre-Ouest, disputé samedi dernier.

« Match perdu par pénalité à l'équipe de l'E Sour Ghozlane pour en attribuer le gain du match au CRB Froha qui marque 3 points et un score de 3 à 0 », a indiqué la LIRF sur son site officiel.

La commission de discipline de LIRF a également décidé la défalcation de six points à l'E Sour Ghozlane ainsi qu'une amende de 50.000 dinars. Malgré l'obtention des points de la victoire le CRB Froha stagne à la 13e place avec 33 points, alors que l'E Sour Ghozlane occupe le 3e rang avec 57 points. La 30e journée du Championnat inter-régions de football, groupe Centre-Ouest, est prévue lundi prochain.

APS

LIGUE 2 (28E JOURNÉE): US Biskra-RC Relizane et RC Kouba-ASM Oran pour rester en vie

Le choc US Biskra-RC Relizane pour l'accès à la Ligue 2 et le duel des mal-classés RC Kouba-ASM Oran pour le maintien seront en tête d'affiche de la 28e journée de Ligue 2 de football, prévue samedi (16h00) et dont le classement a été chamboulé en tête après les sanctions infligées au NC Magra.

En effet, au moment où les choses semblaient se préciser en ce qui concerne les clubs qui disputent l'accès à la Ligue 2, la lourde sanction infligée par la Commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) à l'ancien leader, le NC Magra, a fini par tout remettre en cause dans cette dernière ligne droite du parcours.

Conséquence : avec 4 points en moins (1 du match perdu par pénalité contre le MC Saïda (1-1) + 3 défalqués), le NCM glisse dangereusement à la 4e place en compagnie du RC Relizane avec 44 unités, soit deux de moins que le troisième Biskra et quatre que le duo de tête WA Tlemcen-ASO Chlef, sachant que les trois premiers accéderont en fin de saison.

Le fait que dans la foulée, le NCM soit appelé à effectuer un périlleux déplacement chez l'USM Annaba (10e/35 pts) ne devrait qu'accroître le chamboulement de l'ordre établi, car en cas de défaite samedi au stade du 19-Mai-1956, l'ancien leader pourrait tout bonnement être lâché par le trio de tête, en atten-

dant les résultats du recours déposé pour récupérer les points perdus.

Cette sanction donne encore plus d'importance au match USB (3e/46 pts) - RGR (4e/44 pts) car susceptible de placer le vainqueur dans une position idéale à deux journées de l'épilogue.

Même objectif pour les co-leaders ASO Chlef et WA Tlemcen qui espèrent gagner pour faire partie du lot, avec peut-être un léger avantage pour les Chéliens qui auront la chance de recevoir le MC El Eulma (6e/40 pts), au moment où les Zianides devront effectuer un long et harassant déplacement chez l'Amel Boussaâda (7e/38 pts). Dans le bas du tableau, c'est le match de la peur RC Kouba (15e/25 pts) - ASM Oran (12e/31 pts) qui devrait le plus captiver l'attention, car s'agissant d'un duel direct pour le maintien et s'annonce comme probablement l'ultime carte à jouer pour se sauver du purgatoire, notamment pour les locaux qui n'ont plus de calculs à faire. Ce qui sera également l'objectif de l'actuel troisième reléguable, l'USM El-Harrach (14e/29 pts), lors de son déplacement chez la JSM Béjaïa (8e/37 pts), au moment où l'ES Mostaganem (11e/32 pts) se déplace chez la lanterne rouge USM Blida, reléguée depuis plusieurs journées. Enfin, le MC Saïda (13e/30 pts) recevra la JSM Skikda (8e/37 pts) dans son stade du 13-Avril-1958 avec, là encore, l'obligation de l'emporter pour s'éloigner de la zone de turbulences.



Le programme

Programme de la 28e journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, prévue samedi à 16h00 :

JSM Béjaïa - USM El Harrach
MC Saïda - JSM Skikda
USM Annaba - NC Magra
USM Blida - ES Mostaganem
ASO Chlef - MC El Eulma
US Biskra - RC Relizane
RC Kouba - ASM Oran
Amel Boussaâda - WA Tlemcen

Classement :	Pts	J
1). ASO Chlef	48	27
--). WA Tlemcen	48	27
3). US Biskra	46	27
4). NC Magra	44	27
--). RC Relizane	44	27
6). MC El Eulma	40	27
7). Amel Boussaâda	38	27
8). JSM Béjaïa	37	27
--). JSM Skikda	37	27
10). USM Annaba	35	27
11). ES Mostaganem	32	27
12). ASM Oran	31	27
13). MC Saïda	30	27
14). USM El Harrach	29	27
15). RC Kouba	25	27

16). USM Blida 11 27 Reléguée en amateur

NB : ce classement prend en considération la sanction de la commission de discipline de la Ligue de football professionnel qui a défalqué 3 points et donné match perdu au NC Magra face au MC Saïda lors de la 27e journée (1-1).

CAN-2019 (PRÉPARATION):

Le Sénégal sollicite la RD Congo pour un match amical

Le sélectionneur de la RD Congo, Florent Ibenge, a indiqué que son équipe pourrait affronter le Sénégal, l'un des adversaires de l'Algérie à la CAN-2019 de football en Egypte (21 juin-19 juillet), en match amical préparatoire en vue du rendez-vous continental.

« Des contacts ont été noués avec l'équipe d'Algérie pour un match amical. Et le Sénégal s'est aussi intéressé

à ma sélection », a notamment indiqué le technicien congolais, cité par la presse locale. Le Sénégal a déjà conclu un test amical face au Nigeria, dont la date et le lieu restent à désigner, selon les dernières déclarations du président de la Fédération sénégalaise de football (FSF) Augustin Senghor.

A la CAN-2019, le Sénégal évoluera dans le groupe C, domicilié au Caire, en compagnie de l'Algérie, du Kenya

et de la Tanzanie. Les Lions de la Tanagera entameront le tournoi le 23 juin face à la Tanzanie, avant de défier l'Algérie le 27 juin, puis le Kenya le 1er juillet. Le Sénégal, première nation sur le plan continental (23e Fifa), effectuera son stage précompétitif en Espagne. La RD Congo jouera quant à elle dans le groupe A en compagnie de l'Egypte (pays hôte), de l'Ouganda et du Zimbabwe.

CAN-2019 (KENYA) :

Wanyama : « Nous sommes impatients de relever le défi »

Le capitaine de l'équipe kenyane de football Victor Wanyama, a affirmé que les « Harambee Stars » aborderont la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet) avec l'objectif de « relever le défi ».

« Nous n'avons pas d'objectifs, nous devons simplement travailler dur, gérer match par match, et nous assurer de pouvoir accumuler des points. Il n'y a personne à sous-estimer parce que pour

arriver à la CAN, il faut être une bonne équipe. Nous sommes dans un groupe difficile, nous sommes impatients de relever le défi », a indiqué le milieu de terrain de Tottenham (Angleterre) à la BBC. Le Kenya, dont il s'agit de sa 6e participation après 1972, 1988, 1990, 1992, et 2004, évoluera dans le groupe C en compagnie de l'Algérie, du Sénégal, et de la Tanzanie.

Les joueurs du sélectionneur français Sébastien Migné

entameront le tournoi le 23 juin face à l'Algérie, avant de défier la Tanzanie le 27 juin, puis le Sénégal le 1er juillet. A propos du derby face à la Tanzanie, Wanyama a souligné : « Je pensais que ces personnes voulaient que les pays de l'Afrique de l'Est se battent. Je sais que c'est un grand derby, donc ce sont nos frères, donc ce sera difficile ».

« C'est un grand exploit pour moi de pouvoir mener mon équipe à la CAN cette

année et nous voulons simplement aller là-bas et nous amuser et essayer de donner la meilleure performance que nous puissions donner », a-t-il conclu. Wanyama (27 ans) s'est qualifié avec Tottenham mercredi soir pour les demi-finales de la Ligue des champions d'Europe, malgré la défaite concédée en déplacement face à Manchester City de Riyad Mahrez (4-3). En match aller, les « Spurs » l'ont emporté (1-0).

DYBALA S'EST DÉCIDÉ

Paulo Dybala, que certaines rumeurs annoncent sur le départ, aurait pris sa décision concernant son avenir. Selon La Gazzetta dello Sport, l'attaquant argentin (25 ans) souhaiterait rester à la Juventus Turin la saison prochaine et serait prêt à se battre pour conserver une place de titulaire, après un exercice 2018-2019 décevant avec seulement 5 buts et 4 passes décisives en 27 matches de Serie A.



MARTIAL RAPPELÉ À L'ORDRE

Très discret lors de la défaite 3-0 de Manchester United à Barcelone, mardi, Anthony Martial a été recadré par son entraîneur Ole Gunnar Solskjaer.

S'il a signé un nouveau contrat jusqu'en 2024 avec Manchester United, Anthony Martial est loin d'avoir gagné sa place. L'international français n'a clairement pas saisi sa chance depuis le départ de José Mourinho, avec qui il entretenait une relation bien conflictuelle, et doit encore prouver chaque jour qu'il mérite de débiter avec les Red Devils. Ole Gunnar Solskjaer l'a rappelé, vendredi en conférence de presse. Le coach norvégien, qui met ses joueurs devant leurs "responsabilités" après l'élimination sans gloire contre le FC Barcelone en quarts de finale de la Ligue des champions (0-1, 3-0), a été interrogé plus précisément sur Martial. "J'ai parlé à certains joueurs et ils savent ce que j'attends d'eux. Anthony est l'un avec qui j'ai parlé. Il a un immense talent, il a prolongé et sait qu'on compte sur lui, donc il doit continuer à travailler. Je pense que chaque joueur de Manchester United doit faire le nécessaire pour rester dans l'équipe", a-t-il lancé.

Guardiola en embuscade pour Icardi

En délicatesse à l'Inter Milan, Mauro Icardi pourrait quitter la Lombardie. Le buteur argentin serait suivi par de nombreux grands clubs et dernièrement par Manchester City.

Après une saison noire avec l'Inter Milan, Mauro Icardi pourrait aller voir ailleurs à l'issue de la saison. Malgré ses récents déboires, le buteur argentin bénéficierait toujours d'une bonne cote et serait dans le viseur de plusieurs grands clubs européens comme le Paris Saint-Germain, la Juventus, ou encore le Real Madrid. Dernièrement, un nouveau club serait entré dans la course pour le buteur de l'Inter Milan.

En effet, selon Calciomercato, Manchester City se serait récemment penché sur le cas de Mauro Icardi. Âgé de 31 ans, Sergio Aguero pourrait ainsi voir son futur successeur arrivé. Bien que Gabriel Jesus (22 ans) soit déjà présent pour la relève, le Brésilien ne donnerait pas la pleine satisfaction des espoirs placés en lui. Un constat qui pousserait donc les dirigeants de Manchester City à s'activer pour lui trouver un remplaçant et Mauro Icardi serait donc une bonne pioche.

La Juve veut s'offrir Salah

L'avenir de Mo Salah à Liverpool reste incertain. C'est ce que laisse entendre la presse italienne notamment. La Juventus serait très motivée à recruter l'ancien joueur de l'AS Roma.

Bien que l'agent du joueur ait démenti les informations selon lesquelles Mo Salah aurait demandé à ses dirigeants de partir, la presse italienne reste persuadée du contraire. La Gazzetta dello Sport évoque ce vendredi l'intérêt grandissant de la Juventus pour l'international égyptien de Liverpool. Le club italien serait prêt à faire un gros chèque aux Reds.

La Juventus compte maintenant sur Salah pour l'aider à renforcer ses options offensives pour la saison prochaine, après sa défaite amère et décevante face à l'Ajax. La Juventus ferait de Salah sa priorité absolue afin de redynamiser son attaque. Un chèque approchant les cent millions pourrait suffire à convaincre les Reds l'été prochain.



GUNDOGAN À L'INTER ?

L'Inter Milan, qui souhaite renforcer son milieu de terrain, serait entré en contact avec İlkay Gundogan (28 ans). Pep Guardiola a annoncé dimanche que le Turc ne souhaitait pas prolonger son contrat avec Man City. L'international allemand est une belle affaire, puisque son bail expire en 2020, les Skyblues seront donc dans l'obligation de le céder, s'ils ne veulent pas le laisser partir gratuitement. Selon Calciomercato, les contacts entre les Nerazzurri et le joueur se sont intensifiés ces dernières semaines. Mais Gundogan réclamerait un salaire de 9 millions d'euros annuel, un chiffre jugé excessif par le club lombard.

Dzeko ne devrait pas venir

Convoité par West Ham notamment, l'ancien buteur de Manchester City, Edin Dzeko, ne devrait pas s'engager avec les Hammers l'été prochain. L'international bosnien préfère rester en Serie A.

Edin Dzeko ne devrait pas faire un retour en Premier League l'été prochain. Bien que convoité par West Ham et son ancien manager à City, Manuel Pellegrini, le buteur de l'AS Roma devrait rester en Italie. Il pourrait même changer de club et rejoindre l'Inter Milan. Selon Calciomercato, Edin Dzeko aurait repoussé les offres londoniennes pour dire oui à l'Inter Milan. Le transfert serait même bouclé pour un montant avoisinant les 15 millions d'euros. Seul le départ d'Icardi permettrait aux Lombards d'officialiser l'arrivée de Dzeko pour la saison prochaine.



SITUATION POLITIQUE DU PAYS : Le chef de l'Etat reçoit des personnalités nationales...



Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu, jeudi à Alger, successivement, MM. Abdelaziz Ziari, Abdelaziz Belaid et Miloud Brahimi, en tant que personnalités nationales, indique un communiqué de la Présidence de la République. Ces rencontres «entrent dans le cadre de la volonté de concertation que prône le chef de l'Etat dans le traitement de la situation politique du pays», précise la même source.

...l'ancien président de l'APN, Abdelaziz Ziari...

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah a reçu aussi, à Alger, l'ancien président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelaziz Ziari.

...le président du Front El Moustakbal A. Belaid...

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu par ailleurs à Alger, le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid. L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République. Auparavant, M. Bensalah avait reçu l'ancien président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelaziz Ziari.

... et l'avocat Miloud Brahimi

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu également à Alger, l'avocat et activiste en matière des droits de l'Homme, Me Miloud Brahimi. L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République. Auparavant, M. Bensalah avait reçu l'ancien président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelaziz Ziari, et le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid.

APS

ALGÉRIE-LIBYE M. Bensalah reçoit le Vice-président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'Union nationale de Libye



Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu, jeudi à Alger, le vice-président du Conseil présidentiel du gouvernement d'Entente nationale de Libye, Ahmed Miitig. L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, en présence du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

Ahmed Miitig met en avant le rôle de l'Algérie dans le processus de règlement de la crise en Libye

Le Vice-président du Conseil présidentiel du gouvernement d'Union nationale de Libye, Ahmed Miitig, a mis en avant, jeudi, le rôle de l'Algérie dans le règlement de la crise en Libye, la qualifiant de «pays pivot dans la région». «Nous espérons, à la faveur de cette visite, un retour en force de l'Algérie dans le dossier libyen, car c'est un pays sur lequel nous comptons énormément pour parvenir à un règlement», a déclaré M. Miitig à son arrivée jeudi à Alger pour une visite de deux jours.

Il a indiqué que le gouvernement d'Union nationale libyenne «effectuait des consultations avec toutes les

parties, les Etats voisins et les pays qui soutiennent le processus démocratique et le caractère civil de l'Etat libyen», et ce dans le cadre du processus de règlement politique de la crise qui secoue la Libye depuis 2011. Affirmant que «le gouvernement d'Union nationale de Libye est présent et qu'il est en mesure de travailler efficacement», M. Ahmed Miitig a tenu à rassurer le peuple algérien et les responsables algériens quant aux événements que connaît Tripoli». Par ailleurs, le Vice-président du Conseil présidentiel du gouvernement d'Union nationale de Libye a salué les relations qui lient les deux pays, «se

félicitant» de sa présence en Algérie, «pays voisin et ami qui partage avec la Libye l'histoire commune et des relations connues de tous». La visite de M. Miitig en Algérie intervient suite aux derniers développements enregistrés à Tripoli, cible depuis deux semaines d'agression par les troupes du maréchal Haftar. A son arrivée à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène, le Vice-président du Conseil présidentiel du gouvernement d'Union nationale de Libye a été accueilli par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum. M. Miitig a été reçu par la suite par le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah.

Bensalah : «L'Algérie continuera d'apporter "tout son appui" pour un retour "rapide" à la paix en Libye»

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a indiqué, jeudi à Alger, que l'Algérie continuera d'apporter «tout son appui» pour un retour «rapide» à la paix et à la stabilité en Libye, indique un communiqué de la Présidence de la République.

M. Bensalah qui a reçu le vice-président du Conseil présidentiel du gouvernement d'Entente nationale libyenne, Ahmed Miitig, en visite de travail en Algérie, a exprimé «la solidarité de l'Algérie avec l'ensemble du peuple libyen frère et la conviction que cesse le lan-

gage des armes, parce qu'il n'y a de solution que politique», souligne la même source.

Le chef de l'Etat a réaffirmé, à cette occasion, que l'Algérie «continuera d'apporter tout son appui pour un retour rapide à la paix, à la stabilité et à l'entente entre tous les Libyens». L'entretien entre les deux parties a permis de «passer en revue la situation préoccupante que connaît la Libye, notamment les développements connus depuis le 4 avril 2019», précise le communiqué.

ALGÉRIE-BRÉSIL Kouraba examine avec l'ambassadeur du Brésil les moyens de coopération bilatérale

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba a reçu, jeudi à Alger, l'ambassadeur du Brésil en Algérie, Flavio Marega, avec lequel il a examiné les voies et moyens de consolidation et de développement de la coopération bilatérale, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette visite

s'inscrit dans le cadre de la consolidation et du développement de la coopération et du partenariat entre l'Algérie et le Brésil dans le domaine des travaux publics et des transports, ajoute la même source.

Les deux parties ont évoqué les éléments fondamentaux de la coopération et du partenariat bilatéraux, les moyens en mesure de les promouvoir, ainsi que nombre de points d'intérêt commun. Se félicitant du niveau des relations de coopération bilatérale qualifiées d'«excellentes», les deux parties ont réaffirmé la poursuite de leurs efforts pour la réalisation des aspirations futures aux mieux des intérêts communs.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES : 700 tonnes de produits algériens transportés vers la Mauritanie et le Sénégal



Deux caravanes transportant 700 tonnes de produits algériens ont démarré mardi vers Nouakchott et Dakar, au titre de la dynamique de la promotion des exportations hors hydrocarbures et la nouvelle politique de positionnement de l'Algérie en Afrique, a indiqué jeudi un communiqué du ministère du Commerce.

Les deux caravanes, composées de 30 camions du groupe «Ligitrans», transportent 620 tonnes de produits algériens destinés à la capitale mauritanienne, Nouakchott. Cette quantité est composée de 240 tonnes de produits agroalimentaires, 20 tonnes de produits agricoles, 120 tonnes d'emballage, 20 tonnes de produits d'hygiène corporelle, 120 tonnes de produits chimiques, 20 tonnes de literie, 40 tonnes de produits électroménagers et 40 tonnes d'articles de ménage.

L'expédition vers la Mauritanie comprend 27 camions transportant des produits fabriqués par 14 opérateurs économiques algériens établis dans plusieurs wilayas dont El oued, Sétif, Bouira, Borj Bouaridj, Bejaia, Boumerdes, Alger, Blida, Oran et Mascara. La caravane en question devra arriver à Nouakchott le 23 avril cou-

rant, après avoir parcouru une distance de 3,500 km.

S'agissant de la caravane destinée à Dakar, le communiqué précise qu'elle transporte 80 tonnes de produits dont 60 tonnes de produits agroalimentaires et 20 tonnes de produits d'hygiène corporelle. Ces produits sont fabriqués par deux opérateurs algériens établis respectivement à Bordj Bouaridj et à Sétif. La caravane devra arriver à Dakar (Sénégal) le 25 avril courant, en parcourant une distance de 3,900 km.

A noter que ce convoi est le sixième depuis l'ouverture du poste frontalier «Chahid Mustapha-Ben Boulaid» et la création d'une base logistique dans la wilaya de Tindouf afin de faciliter les opérations d'exportation et renforcer le transport terrestre des marchandises et un septième convoi est prévu prochainement.

Il est également à rappeler que le convoi transportant la marchandise pour la participation à l'Exposition spécifique des produits algériens à Nouakchott, qui s'est déroulée du 23 au 29 octobre 2018, et qui a abouti à la signature de 25 contrats d'exportation de produits algériens vers la Mauritanie, est passé par le même poste frontalier terrestre.